

Message aux enfants du XXI^e siècle :
**Colloque international pour commémorer
le 50^e anniversaire de la participation
du Japon à l'UNESCO**

**3 juillet 2001
Tokyo, Japon**

UNESCO – NIER

Introduction

L'année 2001, la première du XXI^e siècle, marque le 50^e anniversaire de la participation du Japon à l'UNESCO, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Fondée en 1946, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'UNESCO a été créée en vue de promouvoir la collaboration entre nations afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment en développant l'éducation, en encourageant la coopération et les échanges scientifiques et en œuvrant à la préservation et à la protection du patrimoine matériel et immatériel de l'humanité. Le Japon participe activement aux activités de l'Organisation depuis sa création ; l'UNESCO compte aujourd'hui 188 États membres.

L'éducation est l'un des grands domaines d'activité de l'UNESCO. Le monde compte aujourd'hui 870 millions d'illettrés, aussi l'alphabétisation constitue-t-elle un élément essentiel du programme d'Éducation pour tous de l'Organisation, de même que les activités visant au développement des méthodes et des contenus pédagogiques partout dans le monde. Mais l'UNESCO porte aussi ses efforts sur d'autres domaines, telles que les sciences naturelles, les sciences sociales et humaines, la communication, le développement et la préservation de la culture, toujours dans l'esprit de l'Acte constitutif de l'Organisation, qui souligne la nécessité de renforcer, et de prendre pour fondement, « la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité ».

Ainsi, le programme de l'UNESCO relatif au Patrimoine mondial, qui a acquis une renommée internationale grâce à la Liste du patrimoine mondial recensant les sites exceptionnels du patrimoine culturel et naturel de l'humanité, sert à préserver ce patrimoine de la destruction naturelle et humaine. Par ailleurs, les activités de l'Organisation en matière de préservation et de protection du patrimoine mondial des livres, des œuvres d'art et de la culture dans son sens le plus large – des langues menacées aux coutumes en voie de disparition – forment une part importante de cette action. Dans un contexte de mondialisation rapide, l'UNESCO se bat pour préserver notre patrimoine commun, pour que nos enfants puissent en profiter au XXI^e siècle.

Cet ouvrage, qui contient les actes d'un colloque international qui s'est tenu en 2001 à Tokyo pour commémorer le 50^e anniversaire de la participation du Japon à l'UNESCO, est publié afin de mettre en lumière quelques-uns des nombreux défis auxquels est confronté le monde en cette aube d'un nouveau siècle, et de transmettre un *Message aux enfants du XXI^e siècle*.

Sommaire

Préface _____	p. 5
Kenji Tomioka, Directeur général de l'Institut national de recherche sur les politiques de l'éducation du Japon (NIER)	
Préface _____	p. 6
Atsuko Toyama, Ministre de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie du Japon	
Discours d'ouverture _____	p. 8
Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	
Déclarations	
Les valeurs communes de l'humanité _____	p. 13
Vichai Tunsiri, Ancien Vice-Ministre de l'éducation de Thaïlande	
La préservation de l'environnement mondial _____	p. 18
Edward S. Ayensu, Président de la Pan-African Union for Science and Technology (Ghana)	
Pour l'égalité de l'accès, des ressources et des chances dans l'éducation _____	p. 22
Dragoljub Najman, Ancien Sous-Directeur général pour les relations extérieures UNESCO	
L'éthique des sciences et des technologies _____	p. 27
Tsutomu Kimura, Président de l'Institut national des diplômés universitaires du Japon	
La diversité des identités et des cultures _____	p. 31
Aminata Dramane Traoré, Ancienne Ministre de la culture et du tourisme du Mali	
Pour une paix durable dans le monde _____	p. 35
Anwarul Karim Chowdhury, Ambassadeur et Représentant permanent du Bangladesh auprès des Nations Unies	
John S. Toll, Président du Washington College, Président honoraire et professeur de physique de l'Université du Maryland (Etats-Unis)	
Débat _____	p. 44
La diversité des identités et des cultures Pour l'égalité de l'accès, des ressources et des chances dans l'éducation L'environnement mondial et l'éthique des sciences et des technologies Conclusions	
Discours de clôture _____	p. 50
Tetsuhisa Shirakawa, Secrétaire général de la Commission nationale japonaise pour	

I'UNESCO

Références bibliographiques _____ **p. 51**

Annexe _____ **p. 53**

Préface

Kenji Tomioka

Directeur général

**Institut national de recherche sur les politiques de l'éducation du Japon
(NIER)**

Je suis particulièrement heureux de pouvoir vous adresser ces quelques mots au nom des organisateurs de cet important événement. Le monde sera confronté, au XXI^e siècle, à des défis immenses et variés, et c'est à nos enfants qu'il reviendra d'affronter ces défis et de les relever du mieux qu'ils pourront. Aussi, nous, adultes, devons-nous également faire de notre mieux pour léguer à nos enfants, et à la postérité, non les erreurs du XX^e siècle, mais ce que le siècle passé a réalisé de plus positif. Nous devons rendre nos enfants autonomes et sages, pour qu'ils puissent affronter et surmonter ces défis. Mais comment rendre nos enfants autonomes ? Et quelle sagesse devrions-nous leur transmettre ?

Depuis ma nomination au titre de Directeur général de l'Institut national de recherche sur les politiques de l'éducation (NIER) du Japon, j'ai recherché les occasions de discuter de ces problèmes avec les intellectuels du monde entier. C'est ainsi que j'ai rencontré l'an dernier à Paris le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, et que je lui ai fait part de mes préoccupations. Il m'a offert le soutien de l'UNESCO en tant que co-organisateur de ce colloque international qui marque le 50^e anniversaire de la participation du Japon à l'UNESCO, la première décennie du XXI^e siècle ayant été aussi choisie comme Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde.

Ce colloque a également bénéficié du soutien du Ministère japonais de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie et de la Commission nationale japonaise pour l'UNESCO. J'aimerais exprimer ma gratitude à M. Matsuura, à Mme Toyama, Ministre de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie, au Dr Hirayama, Président de la Commission nationale japonaise pour l'UNESCO et à M. Shirakawa, Secrétaire général de la Commission nationale, pour tous les efforts qu'ils ont déployés afin d'assurer le succès de ce colloque.

J'aimerais remercier chaleureusement les intervenants, qui sont venus à Tokyo depuis les quatre coins du monde, ainsi que M. Isomura, modérateur et coordonnateur de ce colloque. J'aimerais également remercier le Ministère japonais des affaires étrangères, le Centre d'information des Nations Unies à Tokyo et la Nippon Hoso Kyokay* (NHK) pour leur aide, leur soutien et leur assistance.

* Société de diffusion japonaise.

Préface

Atsuko Toyama

Ministre de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie du Japon

Les enfants du XXI^e siècle auront à affronter d'innombrables défis. Que leur faut-il apprendre pour être capables de relever ces défis, et quelles doivent être les modalités de cet apprentissage ? Ce sont des questions auxquelles notre ministère réfléchit de longue date. Elles se posent aujourd'hui avec d'autant plus d'acuité que les valeurs continuent de se diversifier et le monde de changer.

Six thèmes seront évoqués et débattus aujourd'hui, mais ils m'apparaissent tous liés à la notion d'harmonie. Le désir d'atteindre l'harmonie peut rendre compatibles des questions apparemment contradictoires et permettre de trouver un juste milieu entre des systèmes de valeurs différents. Ainsi, le premier des thèmes qui seront abordés aujourd'hui, « Les valeurs communes de l'humanité », et le cinquième, « La diversité des identités et des cultures », peuvent, à première vue, sembler antinomiques. De même, le second thème, « La préservation de l'environnement mondial », semble réunir deux notions divergentes, la première visant au développement économique et national, la seconde invitant à lutter contre les effets néfastes du développement économique sur l'environnement. On peut en dire autant du quatrième thème, « L'éthique des sciences et des technologies », dans la mesure où, si nous voulons éviter des changements irréversibles, le développement de la technologie des sciences de la vie doit être tempéré par le respect d'une certaine éthique. Or tous ces thèmes, et je voudrais inclure aussi ici le troisième, « Pour l'égalité de l'accès, des ressources et des chances dans l'éducation », et le sixième, « Pour une paix durable dans le monde », invitent non à la confrontation, mais à une coopération harmonieuse. Ce concept d'harmonie, qui prend le pas sur la confrontation dans la résolution de nos différents problèmes, avait déjà été évoqué par M. Matsuura, présent parmi nous aujourd'hui, lors de son discours d'investiture comme Directeur général de l'UNESCO en 1999, et on le retrouve dans les initiatives de l'UNESCO en matière de promotion du dialogue entre les civilisations, proposé, à l'origine, par le président iranien M. Khatami.

Ces cinquante années de participation à l'UNESCO ont été, pour le Japon, une période de progrès dans l'éducation et de forte croissance économique. Le contenu de l'enseignement et les méthodes pédagogiques ont, bien entendu, été renouvelés pour accompagner les changements de la société, mais, aujourd'hui, nous restons confrontés à de sérieux problèmes. Celui de la violence, par exemple, s'étend dans les écoles, et certains ont même parlé d'un véritable « effondrement du système scolaire ». Les aptitudes individuelles des élèves ont été négligées, et on court le risque que l'éducation leur semble « dépassée » ou du moins incapable de s'adapter aux changements d'une portée considérable qui secouent la société.

Pour faire face à ces problèmes et répondre aux défis futurs, nous soutenons actuellement un Plan de rénovation de l'éducation pour le XXI^e siècle, et six projets de loi, dans le cadre de la réforme éducative, ont été récemment approuvés par le Parlement. Pour que nous ayons tous un avenir meilleur, nous devons dès maintenant trouver les bonnes solutions ; nous devons trouver l'harmonie entre des éléments différents et d'apparence parfois conflictuelle, sans jamais renier nos traditions passées, ni tenter aveuglément de les prolonger.

On dit parfois que le Japon possède une culture à nulle autre pareille du fait des conditions géographiques et historiques de ce pays. Dans son développement culturel, le Japon a emprunté de nombreux éléments à la Chine et à d'autres pays étrangers, nos ancêtres ayant décidé non de s'opposer aux autres cultures, mais, au contraire, de les accepter et de les assimiler. Notre culture s'est développée en harmonie avec d'autres cultures. De nouveaux défis surgissent pourtant aujourd'hui, notamment en matière de protection de la diversité culturelle à l'ère de la mondialisation. C'est donc une excellente chose que M. Matsuura, qui vient d'un pays dont la culture est à nulle autre pareille, ait été choisi pour guider l'UNESCO sur la voie du XXI^e siècle et l'aider à surmonter ces défis.

J'espère sincèrement que ce colloque, qui est parrainé par l'UNESCO et l'Institut national de recherche sur les politiques de l'éducation du Japon, apportera sa contribution intellectuelle à la recherche de solutions à ces défis.

Discours d'ouverture

Koïchiro Matsuura

Directeur général

**Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)**

Organisé pour commémorer les cinquante ans de participation du Japon à l'UNESCO – le Japon qui est aujourd'hui, de loin, le principal soutien de cette Organisation –, le présent colloque est l'occasion d'évaluer les progrès accomplis, depuis un demi-siècle, pour aider les pays du monde à se libérer de la pauvreté, de l'ignorance et de la violence sous toutes leurs formes. Il est également l'occasion de dégager les priorités actuelles et à venir, parmi lesquelles figurent les six principes fondamentaux pour une culture de la paix présentés dans le *Manifeste 2000* de l'UNESCO, et la protection de notre diversité culturelle, qui est le fondement de notre développement humain commun.

Je suis très honoré d'avoir aujourd'hui le privilège de saluer un auditoire aussi éminent et de m'adresser du Japon, en cette occasion particulière, aux enfants du XXI^e siècle.

Nous célébrons aujourd'hui cinquante ans de participation du Japon à l'action d'une des principales institutions du système des Nations Unies. Le Japon est en effet entré à l'UNESCO il y a juste un demi-siècle, le 2 juillet 1951. C'est la première organisation internationale dont le Japon est devenu membre après la Seconde Guerre mondiale, ce qui signifie qu'il n'a rejoint l'ONU qu'ensuite. La volonté de paix qui s'exprime dans les idéaux et la mission de l'UNESCO a touché une corde sensible chez les Japonais de cette époque, qui s'efforçaient de rebâtir un nouveau pays après une guerre mondiale dévastatrice. La ressemblance entre l'Acte constitutif de l'UNESCO et la Constitution du Japon, qui soulignent l'un et l'autre que rien n'est plus important que la paix, est une des raisons qui ont amené le Japon à entamer par l'UNESCO le processus de sa réinsertion dans la communauté internationale.

L'UNESCO avait été créée cinq ans plus tôt, en 1946. Le Japon était son 55^e État membre. En ce temps-là, la contribution du Japon ne s'élevait qu'à 1,8 %, contre 35 % pour les États-Unis, 12,9 % pour le Royaume-Uni, puis 6,8 % pour la France et autant pour la Chine. Cinquante ans plus tard, le Japon est de loin celui des 188 États membres de l'UNESCO qui contribue le plus à son budget (22 %). Cela représente plus d'un décuplement en cinquante ans. Ces chiffres sont significatifs à deux titres : premièrement, ils témoignent de la vigueur de l'attachement du Japon à l'UNESCO et, deuxièmement, ils montrent combien le Japon prend au sérieux les responsabilités qui s'attachent à son rôle dans la société internationale et dans la poursuite de la paix.

Ma propre vie atteste que ce qui se passe sur la scène internationale peut avoir un impact direct sur notre vie. La vision que l'UNESCO s'emploie à promouvoir depuis sa fondation est celle-là même que j'ai essayé de faire mienne depuis mon enfance dans un petit village de la préfecture de Yamaguchi. Pour ceux d'entre nous qui ont grandi au Japon pendant les années qui ont immédiatement suivi la Seconde Guerre mondiale, dans

des conditions très dures de pénurie alimentaire et de privations matérielles, la paix est devenue absolument primordiale. Pour nous, le désir de paix n'était pas abstrait ou lointain, mais immédiat, réel et vivant. Nous pouvions presque en sentir le goût. Il fallait que cette aspiration à la paix trouve une expression concrète. Pour moi, ce fut une raison majeure de choisir le métier de diplomate. Pour d'autres, la participation à des associations a servi d'exutoire en leur permettant de s'identifier aux courants qui transformaient le monde. On trouve encore aujourd'hui au Japon un grand et dynamique réseau d'associations et de clubs UNESCO. Nombreux sont ceux qui voient dans les Nations Unies le symbole de leurs espoirs de paix. C'est là un des facteurs qui expliquent que le Japon est aujourd'hui le pays qui contribue le plus au financement de l'UNESCO et qu'il s'investisse beaucoup dans l'élaboration de ses programmes et de ses méthodes de travail pour faire en sorte que tous, dans toutes les régions du monde, jouissent d'une paix durable.

Cet anniversaire coïncide avec le début de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001–2010) et avec l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations (2001), proclamées l'une et l'autre par l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a donc semblé particulièrement indiqué de mettre au centre de cet anniversaire les enfants d'aujourd'hui, qui – au Japon et dans le monde – sont destinés à devenir les créateurs et les décideurs du XXI^e siècle. Plusieurs orateurs éminents vont parler dans un instant des principaux problèmes mondiaux de notre temps. Pour ma part, j'essaierai d'évoquer certains des grands défis auxquels seront confrontés les enfants du XXI^e siècle.

En tant qu'enfants de ce XXI^e siècle, où que vous soyez et quelles que soient vos différences, vous avez au moins une chose en commun : vous incarnez tous nos espoirs pour l'avenir. Nous espérons que vous ferez aussi bien que les générations qui vous ont précédés (vos parents, vos grands-parents et vos aïeux plus lointains), et même que vous ferez encore mieux, beaucoup mieux que nous. Lorsqu'on regarde derrière soi, on peut à juste titre être fier de tout ce qu'a réalisé l'humanité, particulièrement au XX^e siècle. Pourtant, ce fut à bien des égards un siècle terrible, marqué par la guerre, la destruction, les désordres et d'immenses souffrances humaines. Mais ce fut aussi un siècle de changement pour le mieux, un siècle caractérisé par un grand potentiel et par beaucoup d'avancées importantes en matière d'indépendance nationale, de démocratie et de réforme sociale, ainsi que par des progrès scientifiques et technologiques dans tous les domaines, de l'espace et de l'informatique à la production agricole et aux soins de santé de base. Et il faut ajouter à cela que nous sommes de plus en plus conscients de la nécessité de protéger l'environnement, de préserver notre patrimoine culturel et de résoudre d'autres problèmes communs à tous qui intéressent vivement les enfants et les jeunes, au Japon comme dans le monde entier, au point qu'on les voit parfois jouer face à telle ou telle de ces préoccupations un rôle de premier plan.

Mais, dans toutes les régions du monde, les sociétés sont toujours en butte à la pauvreté, à la violence, à l'intolérance, aux conflits armés, à l'ignorance, au réchauffement mondial, à l'abus des drogues et à la criminalité, qui ont tous de graves répercussions sur la qualité de notre vie. **L'UNESCO souligne inlassablement que la pauvreté, l'ignorance et la violence sont les principales causes des atteintes à la sécurité** : partout où se rencontrent ces fléaux, la dignité humaine et la justice sociale en pâtissent. A l'aube du nouveau siècle, il faut donc que nous nous attachions, avant tout, à

éliminer ces trois maux, qui prennent tous de nouvelles dimensions et acquièrent de nouvelles significations dans un monde qui se globalise.

L'aide à tous les pays du monde, pour qu'ils s'affranchissent de la pauvreté, de l'ignorance et de la violence, quelles que soient les formes qu'elles revêtent, a été et reste la tâche la plus importante de l'UNESCO. Notre outil privilégié pour cette action est l'éducation, non seulement dans les jardins d'enfants, les écoles et les universités, mais aussi par des méthodes extrascolaires et non formelles. Le principal objectif poursuivi au cours du siècle écoulé par l'éducation était d'en élargir l'accès. Nous devons maintenant aller plus loin et avoir d'autres ambitions, et notamment celle de développer l'apprentissage tout au long de la vie et d'assurer à tous un accès équitable à un enseignement de qualité. Au XXI^e siècle, nous aurons besoin d'une éducation qui réponde réellement aux diverses aspirations et aux besoins en constante évolution des individus et des sociétés, pour que tous puissent participer et concourir à l'œuvre commune en tirant le meilleur parti possible de leurs aptitudes.

Il y a cinq ans, en 1996, la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt-et-unième siècle, présidée par Jacques Delors, a remis son rapport à l'UNESCO. Ce rapport mettait en évidence quatre piliers de l'éducation : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à vivre ensemble et apprendre à être. Tous ces piliers ont une importance vitale, mais aucun n'en a plus aujourd'hui qu'apprendre à vivre ensemble, qui est devenu un des défis les plus difficiles à relever dans notre monde toujours plus globalisé. L'éducation, souvenons-nous en, ne concerne pas seulement la tête mais aussi le cœur. Nous devons nous poser des questions fondamentales. Quelle est, par exemple, la valeur des progrès de la connaissance et de la compréhension s'ils sont mis au service de la haine, de la discrimination, de la violence et de l'égoïsme ? A quoi servent les nouvelles technologies de l'information et de la communication si les individus ne veulent pas échanger des idées, refusent de s'écouter ou ne respectent pas la culture et les opinions des autres ? Et comment pouvons-nous progresser vers un avenir pacifique et démocratique si nous n'arrivons pas à nous affranchir d'opinions léguées par un passé militariste ou autoritaire ? L'éducation, en particulier dans la mesure où elle apprend à vivre ensemble, doit donner des réponses aux questions de ce genre.

Les adultes d'aujourd'hui en sont de plus en plus conscients ; ils savent que vous éduquer est le meilleur investissement qu'ils puissent faire. C'est pourquoi **la quasi-totalité des pays se sont engagés fermement à mettre l'éducation au premier rang de leurs priorités, à respecter votre droit d'en bénéficier et à vous aider à apprendre à vivre avec les autres.** Cet engagement a été réitéré tout récemment lors d'une grande conférence, le Forum mondial sur l'éducation, qui s'est tenu en 2000 à Dakar (Sénégal) afin de promouvoir l'éducation pour tous. C'est à chacun, en tant que citoyen, de rappeler aux dirigeants de son pays qu'ils sont comptables des promesses faites librement par eux à Dakar.

Sur un plan plus personnel, permettez-moi d'ajouter que l'expérience de mon propre apprentissage et de celui de mes enfants me montre bien à quel point il est essentiel non seulement d'avoir accès à l'éducation, mais aussi d'acquérir le goût d'apprendre. Apprendre est une capacité que nous avons tous, qui est au centre de notre identité d'humain, mais utiliser et développer cette capacité exige des efforts importants et soutenus – de la part de la société dans son ensemble et de chacun d'entre nous. Nous nous insérons de plus en plus dans la trame d'une société de l'information et du savoir, et

être instruit devient donc encore plus nécessaire, non seulement pour assurer notre réussite personnelle, mais aussi tout simplement pour survivre et fonctionner dans des sociétés en mutation. Plus nos sociétés et nos économies se mondialisent, plus vous-mêmes, les enfants du XXI^e siècle, serez également « mondialisés » ! En offrant une éducation centrée sur les valeurs humaines, nous cherchons à faire en sorte que vous « humanisiez » cette mondialisation. C'est là notre espoir.

Bien entendu, l'UNESCO ne saurait atteindre seule cet objectif. Nous avons besoin de collaborateurs tels que l'Institut national de recherche sur les politiques de l'éducation (NIER) du Japon, qui travaille avec nous dans le cadre d'un partenariat étroit à étendre à l'éducation pour tous et à aider les pays pauvres à améliorer la qualité de leur enseignement. Au moyen de séminaires et d'ateliers et grâce à ses compétences professionnelles, l'Institut a aidé de nombreux pays à mieux planifier leur enseignement secondaire, à mettre en place une initiation à l'ordinateur, à développer un enseignement de base dans les domaines de la science et de l'information et à promouvoir l'éducation pour la compréhension internationale. Des actions analogues sont entreprises dans d'autres pays par des institutions similaires et par les pouvoirs publics. Nous travaillons donc ensemble tous les jours pour que vous, enfants du XXI^e siècle, ayez tous accès à l'apprentissage. C'est votre droit fondamental en tant qu'êtres humains, que vous soyez une fille ou un garçon et quelle que soit la couleur de votre peau, votre origine ethnique, votre religion ou la situation sociale de votre famille.

Pour rendre l'éducation possible et en tirer pleinement parti, une chose est plus que nécessaire : la paix. Malheureusement, elle reste fragile dans de nombreuses régions du monde. Contribuer à préserver la paix dans toutes ses dimensions est donc pour la communauté internationale en général et l'UNESCO en particulier un défi permanent. Nous ne le relèverons que si chacun, adulte ou enfant, s'investit dans cette tâche, car chacun d'entre nous peut concourir à faire de la paix une réalité. Permettez-moi de rappeler les six principes fondamentaux d'une culture de la paix et de la non-violence tels qu'ils ont été énoncés par plusieurs lauréats du prix Nobel de la paix dans le *Manifeste 2000* de l'UNESCO. Ces principes sont les suivants :

1. Respecter toutes les vies : Respecter la vie et la dignité de chaque être humain sans discrimination ni préjugé.
2. Rejeter la violence : Pratiquer la non-violence active, en rejetant la violence sous toutes ses formes : physique, sexuelle, psychologique, économique et sociale, en particulier envers les plus démunis et des plus vulnérables, tels les enfants et les adolescents.
3. Libérer sa générosité : Partager son temps et ses ressources matérielles, en cultivant la générosité, afin de mettre fin à l'exclusion, à l'injustice et à l'oppression politique et économique.
4. Écouter pour se comprendre : Défendre la liberté d'expression et la diversité culturelle, en privilégiant toujours l'écoute et le dialogue, sans céder au fanatisme, à la médisance et au rejet d'autrui.
5. Préserver la planète : Promouvoir une consommation responsable et un mode de développement qui tiennent compte de toutes les formes de vie et préservent l'équilibre des ressources naturelles de la planète.
6. Réinventer la solidarité : Contribuer au développement de sa communauté, avec la

pleine participation des femmes et dans le respect des principes démocratiques, afin de créer, ensemble, de nouvelles formes de solidarité.

Plus de 75 millions de personnes, y compris des millions d'enfants et de jeunes, ont signé ce *Manifeste* dans diverses régions du monde, s'engageant ainsi à fonder leur vie et leurs actes sur ses principes. **En septembre 2000, deux représentants des lycéens japonais sont venus au Siège de l'UNESCO, à Paris, pour remettre en mains propres le *Manifeste 2000* signé par un million de citoyens du Japon.** La campagne de collecte de signatures a été organisée au Japon par la Fédération nationale des clubs UNESCO, mais son plus grand succès a été de faire comprendre aux citoyens japonais ordinaires l'importance d'une culture de la paix. Des signatures du *Manifeste 2000* sont encore recueillies à travers le monde grâce aux efforts de milliers d'écoles, d'associations et d'autres organisations. Si vous n'avez pas signé, faites-le sans plus tarder ! Surtout, je vous invite tous à adhérer aux principes énoncés dans le *Manifeste*. De plus, j'encourage tous les enfants de ce nouveau siècle à apprendre dans les premières années de leur vie, par leur engagement personnel, ce que c'est qu'un comportement démocratique et comment appliquer ce modèle dans sa famille, son école, sa communauté et son pays, ainsi qu'à l'échelle du monde. L'expérience du Parlement mondial des enfants nous confirme que vous, les enfants, savez observer le monde qui vous entoure et, malgré votre jeune âge et votre manque relatif d'expérience, voyez très bien quels sont ses bons côtés et ses mauvais côtés. Bien que vous ne soyez pas encore prêts à exercer des responsabilités politiques, vous vous rendez souvent instinctivement compte de ce qui a vraiment de l'importance.

Vous êtes donc nombreux à être conscients que la protection de notre environnement revêt une importance vitale et vous « enseignez » de plus en plus aux adultes qu'il faut le respecter. Vous êtes aussi, à bien des égards, les vrais partisans de la diversité culturelle. La culture, dans toute sa riche diversité, est la source réelle de notre savoir et de notre créativité ; il est donc très important que chaque société connaisse et apprécie sa propre culture et celle des autres. Le développement humain se nourrit du dialogue constant entre les nombreuses cultures du monde. Toutes y participent parce qu'elles ont toutes quelque chose à offrir aux autres et quelque chose à apprendre d'elles. **Toutes les cultures ont de la valeur et nous devons donc faire en sorte qu'elles puissent dialoguer dans un esprit d'équité et de respect.** Le grand succès du programme d'éducation au patrimoine mondial mené par l'UNESCO, *Le patrimoine mondial aux mains des jeunes*, auquel de nombreuses écoles et associations pour l'UNESCO japonaises participent, montre bien que vous comprenez cela et que vous êtes prêts à agir en conséquence.

Bientôt, ce sera votre tour, enfants du XXI^e siècle, au Japon comme dans le monde entier, de devenir des dirigeants et de prendre des décisions importantes sur toutes les questions que je viens d'évoquer. Je vous souhaite d'y être bien préparés. En ma qualité de Directeur général de l'UNESCO, je saisis l'occasion de cette célébration solennelle pour m'engager personnellement à vous aider à répondre à ces attentes.

Les valeurs communes de l'humanité

Vichai Tunsiri

Ancien Vice-Ministre de l'éducation de Thaïlande

L'UNESCO, organisation issue de la Seconde Guerre mondiale dont la fonction est d'élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes grâce au développement de l'éducation, de la science et de la culture, a été créée pour promouvoir certaines valeurs fondamentales communes à l'humanité toute entière. Il s'agit notamment des valeurs démocratiques – le respect de la loi et la participation des citoyens à la gouvernance –, mais aussi de la promotion des droits de l'homme, de la protection de l'environnement, de la participation des communautés locales, nationales et internationales et de la défense d'une culture de la paix grâce à la résolution pacifique des conflits.

Depuis sa fondation, l'UNESCO se consacre principalement à élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes, et le Japon, membre éminent de l'Organisation, s'est toujours trouvé en première ligne pour prendre sa part de cette noble tâche. Depuis son entrée à l'UNESCO, il y a cinquante ans, le Japon s'est appliqué à promouvoir les objectifs de l'Organisation, travaillant aux côtés des autres membres, sans que jamais ne faiblisse son soutien sans réserves à l'ensemble des activités de l'UNESCO. Aussi est-ce pour moi un grand honneur que de féliciter le gouvernement et le peuple japonais pour le rôle majeur qu'ils ont accepté de jouer au sein de l'UNESCO. J'espère sincèrement que ces efforts continueront d'être couronnés de succès.

C'est aujourd'hui un grand jour pour les Japonais, et tout particulièrement pour la jeune génération. Réunis ici à l'occasion du 50^e anniversaire de la participation du Japon à l'UNESCO, nous le célébrons dans l'espoir que les cinquante prochaines années seront tout aussi prospères, et le seront même davantage, que ne l'ont été les cinquante années écoulées. Nous avons choisi ce jour pour remettre en mémoire les courageux efforts de nos prédécesseurs pour promouvoir la paix grâce au développement éducatif, scientifique et culturel des États membres. Nous célébrons ce 50^e anniversaire pour que se perpétue la mémoire des sacrifices et des efforts consentis par nos prédécesseurs pour protéger la paix au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle. Les enfants d'aujourd'hui, qui n'étaient pas nés en 1945, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, n'ont aucune idée des souffrances endurées au milieu du XX^e siècle, dans une guerre qui fit, estime-t-on, 50 millions de victimes, auxquelles s'ajoutèrent 20 millions d'autres dans les conflits secondaires qu'elle provoqua. Le monde d'aujourd'hui n'en a toujours pas fini avec la guerre, et nous devrions voir dans la présente rencontre l'occasion de réaffirmer notre volonté de nous mettre avec plus d'ardeur encore au service de la paix, pour qu'au XXI^e siècle le monde soit un havre plus sûr.

Il y a trois siècles, les philosophes du siècle des Lumières espéraient que le triomphe du rationalisme et du progrès scientifique conduiraient le monde vers la paix et la justice sociale. Une fois affranchi des contraintes sociales et libre de rechercher son bonheur personnel, l'homme, pensaient-ils, pourrait enfin vivre en paix. Ce mouvement rationaliste de la pensée philosophique a dominé la pensée occidentale pendant 300 ans,

pour aboutir au mouvement de contre-culture des années soixante, lorsque chaque individu s'est senti libre de décider de sa vie à sa convenance et de définir ses propres valeurs, renonçant aux valeurs sociales fondamentales ou communes. Ce dénigrement des valeurs collectives et cette réaction excessive à l'encontre des valeurs traditionnelles et de l'autorité a eu des conséquences regrettables, telles que l'augmentation du nombre des divorces et des grossesses adolescentes, le développement de l'abus de drogues et l'aliénation sociale.

Car la société n'est pas telle que se l'imaginaient les philosophes des Lumières ; elle est un organisme vivant au sein duquel tout mouvement dans un sens entraîne un mouvement contraire dans l'autre sens. On observe depuis peu une réaction de ce type, tendant au « communautarisme » – qui, comme son nom l'indique, met l'accent non sur l'individualisme, mais sur les valeurs communautaires –, gagner du terrain aux États-Unis. Dans son essai intitulé *The New Golden Rule*, le sociologue américain Amitai Etzioni parle des « valeurs fondamentales » qui doivent être partagées pour que la société puisse survivre. Faute de quoi, explique-t-il, la société irait en se fragmentant, car les valeurs communes sont le fondement de l'ordre moral de la société. Privée de cet ordre moral, la société est condamnée à disparaître. Puisque des valeurs fondamentales, communes à l'humanité toute entière, sont à la base même de l'ordre moral de la société, quelles doivent être ces valeurs ? Je répondrai à cette question en proposant les cinq séries de valeurs fondamentales suivantes.

Les valeurs démocratiques

On ne peut plus contester le triomphe de la démocratie au jour et au siècle d'aujourd'hui. La démocratie est devenue la condition essentielle non seulement d'une bonne gouvernance, mais aussi d'un mode de vie souhaitable. La démocratie est la condition nécessaire et indispensable de la « société ouverte », telle que l'évoquait le grand philosophe Karl Popper.

La démocratie intègre un certain nombre de valeurs, mais, à mon sens, elle repose sur trois piliers : premièrement, l'autorité de la loi ; deuxièmement, la participation du peuple au gouvernement et troisièmement les droits de l'homme. Ces trois piliers, j'aimerais les appeler le « triangle des conditions » de la démocratie et de la société ouverte, et je distinguerai l'autorité de la loi comme la condition essentielle sans laquelle les deux autres seraient impossibles. L'autorité de la loi est le premier élément essentiel de la démocratie, et il l'est encore davantage dans les pays en développement et les nouvelles démocraties.

Les droits et les devoirs de l'homme

Une deuxième série de valeurs fondamentales pour la communauté nationale et internationale relève des droits et des devoirs de l'homme. Selon le rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement intitulé *Notre diversité créatrice*, et publié sous la direction de Javier Pérez de Cuéllar, ancien Secrétaire général des Nations Unies, la notion de droits de l'homme reflète un souci moral fondamental de protection de l'intégrité et de respect de la vulnérabilité des êtres humains. En outre, **on peut démontrer l'existence de la notion de droits de l'homme dans toutes les grandes traditions d'enseignements moraux.**

Toutefois, ce concept universel de respect des droits de l'homme ne doit pas être compris uniquement dans sa version occidentale, dont l'individualisme est parfois excessif. Au contraire, *Notre diversité créatrice* souligne que « les droits doivent être assortis de devoirs, les options d'obligations, les choix d'allégeances, et les libertés de freins ». L'enseignement des droits de l'homme devrait inclure l'enseignement des responsabilités, y compris celles que chacun doit assumer à l'égard de sa famille, de sa communauté, de son pays et de la communauté internationale.

La protection de l'environnement et la réduction du consumérisme

Un sous-ensemble de valeurs fondamentales est la protection de l'environnement et un consumérisme plus judicieux. Une préoccupation morale nouvelle de notre temps est la tendance à la destruction croissante des ressources naturelles du monde, non seulement sous forme de déforestation croissante, mais aussi de pollution croissante de l'environnement.

On ne devrait cependant pas en rejeter la faute sur les pays en développement, dans la mesure où l'origine de l'exploitation de la nature par l'homme est à rechercher, plus largement, dans le développement du capitalisme mondial, qui privilégie le matérialisme et la concurrence économique. Comme l'a dit un jour Gandhi, les ressources naturelles du monde sont suffisantes pour répondre aux besoins fondamentaux de l'humanité, mais non pour assouvir l'avidité de l'humanité. Or, les enseignements économiques du système capitaliste exaltent la cupidité et l'instinct de possession comme autant de vertus nécessaires à la société capitaliste. Aussi la protection de l'environnement devrait-elle se doubler d'une campagne en faveur d'un mode de vie plus modeste, comprenant une part de sacrifice personnel de la part des riches, ainsi que la réduction du consumérisme ou le choix d'un consumérisme plus éclairé.

L'attachement à la famille et aux communautés locales, nationales et internationales

Une quatrième série de valeurs inclut l'attachement à la famille et aux communautés locales, nationales et internationales. Là aussi, Etzioni parle de l'équilibre nécessaire entre l'autonomie et les valeurs communautaires. Si on encourage l'« autonomie », que ce soit au niveau individuel ou collectif, il faut également promouvoir le « communautarisme » ou les valeurs communautaires.

Ce que nous proposons ici, c'est de mettre l'accent sur les valeurs familiales dans l'enseignement. La famille, en tant qu'unité de base de la société, devrait être repensée et envisagée sous un angle nouveau. De plus, les élèves devraient être éclairés sur l'importance de la communauté locale et de ses sous-cultures, et éclairés aussi sur la relation unissant la communauté locale et les communautés nationale et internationale. **Avant de pouvoir être un bon citoyen mondial, chacun doit d'abord être un bon citoyen local.** Sans attachement au bien commun de la communauté locale et nationale, on ne peut être réellement attaché au bien commun de la communauté internationale.

L'engagement envers la résolution pacifique des conflits et la négociation loyale

Enfin, il devrait y avoir un engagement fondamental envers la résolution pacifique des

conflits et la négociation loyale, comme le souligne, une fois de plus, *Notre diversité créatrice*.

En dehors des compétences nécessaires à la gestion des conflits, qui doivent être enseignées aux jeunes générations, l'éducation devrait tendre à l'édification d'une « culture de la paix ». Cette culture, comme l'a indiqué l'ancien Directeur général de l'UNESCO Federico Mayor, est « un processus qui, par l'éducation et le transfert de connaissances sur les différentes cultures, permet de forger des attitudes positives à l'égard de la paix, de la démocratie et de la tolérance ». L'approche culturelle des études politiques, économiques et sociologiques est donc tout particulièrement recommandée aux États membres de l'UNESCO dans leurs politiques concernant l'enseignement supérieur, puisqu'une bonne compréhension de la dimension ou de l'élément culturels dans les systèmes politique, économique et social de chaque pays est un atout majeur de la résolution des conflits internationaux.

Telles sont donc, pour conclure, les cinq séries de valeurs fondamentales que je propose comme éléments nécessaires et indispensables de l'assise morale des communautés nationale et internationale. **Le message que j'adresse à nos enfants est qu'ils devraient porter leur attention sur ces cinq séries de valeurs fondamentales, le respect des droits fondamentaux de l'homme allant de pair avec une responsabilité à l'égard de la famille, de la communauté et du pays.** L'autonomie personnelle et la participation politique devraient aller de pair avec le respect qui est dû à l'autorité de la loi. La volonté de préserver l'environnement devrait comporter non seulement une interdiction des politiques nuisibles à l'environnement, mais aussi le refus du consumérisme et de la recherche du profit dans les activités politiques, sociales et culturelles : le capitalisme et la technologie devraient avoir un visage humain, si l'on peut dire. La concurrence économique devrait non seulement être libre, mais loyale, et le transfert de technologies – ou le partage des technologies – constituer un élément essentiel de ce commerce loyal. Un engagement bien réparti à la fois envers la communauté locale et la communauté nationale et internationale est également un élément nécessaire de la négociation loyale et de la résolution pacifique des conflits. L'édification de la paix dans l'esprit des hommes grâce à l'éducation et la socialisation des jeunes devrait donc mettre suffisamment l'accent sur ces cinq séries de valeurs.

Enfin, nous devrions nous rappeler les avertissements de Gandhi à l'encontre des sept péchés mortels observés dans l'histoire chez une majeure partie de l'humanité. Il nous met en garde contre : 1) la politique sans principes ; 2) la jouissance sans conscience ; 3) la richesse sans travail ; 4) l'éducation sans caractère ; 5) le commerce sans morale ; 6) la science sans humanité ; 7) la religion sans sacrifice. J'ajouterais une huitième mise en garde contre la mondialisation sans visage humain : c'est le huitième péché contre lequel nous devons nous battre.

Déclaration du Millénaire, Nations Unies, septembre 2000

Nous estimons que certaines valeurs fondamentales doivent sous-tendre les relations internationales au XXI^e siècle, à savoir :

- **La liberté.** Les hommes et les femmes ont le droit de vivre et d'élever leurs

enfants dans la dignité, à l'abri de la faim et sans craindre la violence, l'oppression ou l'injustice. C'est un mode de gouvernance démocratique des affaires publiques, fondé sur la volonté et la participation des populations, qui permet le mieux de garantir ces droits.

- **L'égalité.** Aucune personne, aucune nation ne doit être privée des bienfaits du développement. L'égalité des droits et des chances des femmes et des hommes doit être assurée.
- **La solidarité.** Les problèmes mondiaux doivent être gérés multilatéralement et de telle façon que les coûts et les charges soient justement répartis conformément aux principes fondamentaux de l'équité et de la justice sociale. Ceux qui souffrent ou qui sont particulièrement défavorisés méritent une aide de la part des privilégiés.
- **La tolérance.** Les êtres humains doivent se respecter mutuellement dans toute la diversité de leurs croyances, de leurs cultures et de leurs langues. Les différences qui existent au sein des sociétés et entre les sociétés ne devraient pas être redoutées ni réprimées, mais vénérées en tant que bien précieux de l'humanité. Il faudrait promouvoir activement une culture de paix et le dialogue entre toutes les civilisations.
- **Le respect de la nature.** Il convient de faire preuve de prudence dans la gestion de toutes les espèces vivantes et de toutes les ressources naturelles, conformément aux préceptes du développement durable. C'est à cette condition que les richesses incommensurables que la nature nous offre pourront être préservées et léguées à nos descendants. Les modes de production et de consommation qui ne sont pas viables à l'heure actuelle doivent être modifiés, dans l'intérêt de notre bien-être futur et dans celui de nos descendants.
- **Le partage des responsabilités.** La responsabilité de la gestion, à l'échelle mondiale, du développement économique et social, ainsi que des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales, doit être partagée entre toutes les nations du monde et devrait être exercée dans un cadre multilatéral. Étant l'organisation la plus universelle et la plus représentative qui existe dans le monde, l'ONU a un rôle central à jouer à cet égard.

Source : Paragraphe 6, Déclaration du Millénaire, New York, Nations Unies, 2000 (document des Nations Unies, A/RES/55/2).

La préservation de l'environnement mondial

Edward S. Ayensu

Président

Pan-African Union for Science and Technology, (Ghana)

Les interconnexions entre les activités humaines et l'environnement mondial font l'objet d'une surveillance de plus en plus attentive, car les exigences du développement économique exercent une pression croissante sur notre système mondial de subsistance. La diminution des ressources naturelles, la destruction des habitats et des espèces naturels, la pollution, les changements climatiques et la disparition de la couche d'ozone sont quelques-uns des problèmes auxquels nous sommes tous ensemble confrontés. L'UNESCO peut jouer son rôle en encourageant au respect de l'environnement mondial et en indiquant des moyens de concilier la croissance économique et la protection de l'environnement.

C'est pour moi un grand plaisir et un immense honneur que d'avoir été invité par l'UNESCO et l'Institut national de recherche sur les politiques de l'éducation (NIER) du Japon à participer à ce colloque international qui commémore le 50^e anniversaire de la participation du Japon à l'UNESCO. Le thème de ce colloque revêt une importance particulière, dans la mesure où il a pour but d'adresser un « Message aux enfants du XXI^e siècle ». Le contenu de ce message est le suivant : les enfants doivent se préparer à assumer leurs responsabilités et à se faire les gardiens des causes exprimées dans les six grands thèmes de ce colloque, lequel s'inscrit dans le cadre de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde.

Avant d'aborder la question de la défense de l'environnement mondial, j'aimerais féliciter le Japon pour sa participation si dévouée à la famille des Nations Unies et en particulier à l'UNESCO. Le soutien du Japon, tant intellectuel que financier, n'est pas passé inaperçu. L'élégance discrète avec laquelle le Japon a soutenu les diverses activités de l'UNESCO depuis cinquante ans est un exemple que devraient suivre de nombreux pays disposant de moyens et de capacités. La nécessité s'en fait d'autant plus sentir que, comparés avec ceux d'il y a cinquante ans, les défis auxquels est confronté l'environnement mondial aujourd'hui sont plus complexes et plus dangereux.

Les interconnexions entre les activités des hommes et l'environnement mondial font l'objet d'une surveillance de plus en plus attentive. Il est donc essentiel que les dirigeants de ce monde se penchent avec une attention particulière sur les grands problèmes environnementaux du monde d'aujourd'hui, tels que la diminution des ressources naturelles, la destruction des habitats et des espèces naturels, le traitement des déchets et la pollution, les changements climatiques et la diminution de la couche d'ozone. Il est également essentiel qu'ils accordent une attention suffisante au développement de stratégies permettant de s'attaquer à ces problèmes.

J'ai été sollicité pour aborder un sujet dont je sais qu'il préoccupe beaucoup au Japon. Les enfants du monde seront les gardiens de l'environnement et des ressources mondiales dans un très proche avenir, et parce que cette tâche leur est confiée

tardivement, ils devront être armés d'une approche radicalement nouvelle pour assurer la gestion durable de l'environnement planétaire. Les innovations technologiques actuelles et futures joueront un rôle clé pour aider les enfants d'aujourd'hui à gérer cet environnement avec pragmatisme et dans le respect de la terre unique sur laquelle nous résidons tous.

Cette nouvelle ère de respect de l'environnement devrait prendre aussi en compte d'autres défis planétaires, tels que la lutte contre la pauvreté, le comportement des consommateurs et le progrès matériel – des questions qui toutes concernent la croissance économique et le développement durable. En outre, les enfants de cette ère nouvelle devraient tenir compte des problèmes éthiques, tels que la protection de notre patrimoine commun, l'égalité, la sécurité de tous et une autorité de la loi qui respecte les concepts de patrimoine commun et de recherche de l'égalité entre les générations.

Nous en sommes tous conscients, la dégradation de l'environnement dans de nombreuses régions du monde se poursuit à une vitesse inquiétante. Plusieurs dangers menaçant notre planète, notamment la diminution de la couche d'ozone, les pluies acides, l'effet de serre et le transport et le traitement illégal des déchets dangereux, hantent nos esprits. Dans la région du monde qui est la mienne, la pauvreté continue d'imposer des pressions et des exigences considérables à nos ressources naturelles. Les besoins en bois de chauffage, par exemple, continuent de détruire nos forêts et nos savanes, alors que l'absence de technologies permettant de lutter contre la pollution constitue une grosse pierre d'achoppement pour nos économies. Ces technologies sont disponibles, certes, mais les ressources financières limitées des pays pauvres les contraignent souvent à renoncer à la protection de l'environnement et à utiliser les fonds disponibles pour répondre aux besoins de base urgents de leur population.

La relation unissant la société des hommes et les ressources naturelles de la terre devient cruciale, avec une population mondiale qui atteint aujourd'hui près de 6 milliards d'habitants et un produit intérieur brut (PIB) de l'ordre de 30 trillions de dollars des États-Unis. À l'évidence, les activités humaines pèsent de plus en plus lourd sur le système de subsistance mondial.

En juin 2001, Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, nous le rappelait : « Nous avons tous reçu en partage de fragiles écosystèmes et les précieuses ressources de la Terre, et chacun de nous a un rôle à jouer dans leur conservation. Pour que nous puissions continuer à vivre ensemble sur notre planète, nous devons en assumer collectivement la responsabilité ». Il prononçait cette déclaration lors de la Journée mondiale de l'environnement, à l'occasion du lancement de l'Évaluation écosystémique du millénaire, qui allait tenter de dresser le premier bilan sanitaire de notre environnement mondial. Le Secrétaire général ajoutait que cette nouvelle étude allait combler de grosses lacunes dans les connaissances requises pour préserver la santé de la planète.

Depuis plusieurs années, des scientifiques de premier plan sont mobilisés dans l'ensemble du système des Nations Unies pour aborder les grands problèmes cruciaux de l'environnement, en réalisant les évaluations générales aptes à guider les décideurs mondiaux. Sous le parrainage du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et en coordination avec l'International Soil Reference and Information Centre aux Pays-Bas, nous avons ainsi réalisé pour la première fois une étude de base, utilisant la

méthodologie appropriée, pour estimer le niveau de dégradation des sols dans le monde. Cette évaluation nous a aidé à comprendre et apprécier le degré, le type et les causes de la dégradation des sols telle qu'elle a été provoquée par l'homme depuis la Seconde Guerre mondiale. Parallèlement, le PNUE a lancé une Évaluation de la diversité biologique mondiale qui fournit des informations de base permettant d'étayer nos connaissances actuelles en matière de biodiversité. Cette étude a été entreprise par des scientifiques éminents provenant des pays développés et des pays en développement.

Une des grandes initiatives illustrant l'engagement des personnalités scientifiques dans le monde est sans doute le Comité intergouvernemental sur le changement climatique (IPCC), créé par le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) en 1998. Les évaluations abondamment médiatisées de l'IPCC l'ont placé à la tête des efforts de maîtrise du changement climatique. Les travaux de ces scientifiques de rang international, parmi lesquels de nombreux Japonais, concernant, en particulier, le calcul des niveaux d'alerte des émissions de dioxyde de carbone entraînant une déstabilisation dangereuse des concentrations atmosphériques, ne devraient pas être compromis par les décideurs pour cause de convenances politiques nationales.

Un autre problème mondial majeur qu'il nous faut résoudre est la situation de l'approvisionnement en eau douce. Le caractère limité des ressources en la matière ne fait aucun doute. Ce qui est extrêmement inquiétant, c'est que **la demande mondiale en eau douce n'a pas cessé d'augmenter, d'environ 2,5 % par an, depuis les années quarante, soit une progression, tous calculs confondus, plus rapide que la croissance démographique.** Cela devrait nous préoccuper tous au premier chef, dans la mesure où les pertes en eau approchent les 5 000 kilomètres cubes annuels, une situation qui, à l'évidence, ne va pas dans le sens de la durabilité, si l'on en croit l'évaluation de 1997 des Nations Unies relative à l'approvisionnement mondial en eau douce. En outre, il devient de plus en plus clair que les ressources forestières et les sols auront besoin eux aussi d'être exploités de manière durable, si nous voulons maintenir la croissance économique actuelle et améliorer la sécurité des générations présentes et futures.

Pour conclure, j'aimerais vous faire part de mon sentiment profond sur l'image que j'ai du monde d'aujourd'hui. Pour moi, il ne fait aucun doute que nous sommes pris dans un cercle vicieux entre croissance économique et préservation de l'environnement mondial. De plus, une tension analogue existe entre la préservation de la souveraineté nationale et la tendance à la mondialisation de la société. Quel rôle l'UNESCO peut-elle jouer pour surmonter ces tensions, pour le plus grand bien de l'humanité ? Je suis quant à moi persuadé que, à une époque d'interdépendance croissante, nous devrions enseigner à nos enfants que l'UNESCO, organisation créée à l'origine pour préserver et faire progresser les valeurs scientifiques, technologiques et culturelles, devrait servir d'instrument de contrôle pour faire respecter l'environnement mondial, et dans le même temps nous aider à garantir le développement durable de nos ressources. Ces questions demeurent nos défis mondiaux communs.

Action 21

L'humanité se trouve à un moment crucial de son histoire. Nous assistons actuellement à la perpétuation des disparités entre les nations et à l'intérieur des nations, à une aggravation de la pauvreté, de la faim, de l'état de santé et de

l'analphabétisme, et à la détérioration continue des écosystèmes dont nous sommes tributaires pour notre bien-être. Mais si nous intégrons les questions d'environnement et de développement et si nous accordons une plus grande attention à ces questions, nous pourrions satisfaire les besoins fondamentaux, améliorer le niveau de vie pour tous, mieux protéger et mieux gérer les écosystèmes et assurer un avenir plus sûr et plus prospère. Aucun pays ne saurait réaliser tout cela à lui seul, mais la tâche est possible si nous œuvrons tous ensemble dans le cadre d'un partenariat mondial pour le développement durable.

Source : Paragraphe 1.1 d'Action 21, adopté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), Rio de Janeiro, Brésil, 3–14 juin 1992, le « Sommet de la Terre »

Mise en œuvre d'Action 21

Les recommandations issues de la CNUED* témoignent d'une conception du développement où sont pris en compte aussi bien les besoins économiques et sociaux de l'homme que la capacité des ressources et des écosystèmes à satisfaire les besoins présents et à venir. Il s'agit d'une conception ambitieuse qui s'inscrit dans la durée. Toutefois, dix ans plus tard, malgré les initiatives des gouvernements, des organisations internationales, des milieux d'affaires, de la société civile et des particuliers pour donner corps au développement durable, la réalisation des objectifs fixés par la CNUED a progressé plus lentement que prévu et dans certains cas la situation a même empiré.

* Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (le « Sommet de la Terre »), Rio de Janeiro, juin 1992.

Source : Mise en œuvre d'Action 21, Rapport du Secrétaire général, New York, Conseil économique et social des Nations Unies, 19 décembre 2001 (E/CN.17/2002/PC.2/7, Introduction, para. 2).

Pour l'égalité de l'accès, des ressources et des chances dans l'éducation

Dragoljub Najman

Ancien Sous-Directeur général pour les relations extérieures, UNESCO

Si de grands progrès ont été réalisés vers l'éducation universelle, qui est un droit humain fondamental, plus d'un milliard de personnes dans le monde sont encore analphabètes, et, à ce jour, les cibles fixées pour l'éducation sont encore bien loin d'être atteintes. La demande éducative continuera d'augmenter à l'avenir, et, pour y répondre, les ressources éducatives devront être utilisées de manière plus efficace et les grandes promesses des nouvelles technologies exploitées pleinement, deux domaines dans lesquels l'UNESCO aura un rôle de premier plan à jouer*.

Le message que j'adresse aux enfants et aux jeunes du XXI^e siècle est un encouragement à devenir des combattants actifs dans la guerre contre l'ignorance et la pauvreté, et pour une meilleure qualité de vie grâce à l'éducation. Je suis persuadé qu'ils parviendront à un meilleur résultat que ne l'a fait notre génération, mais pour réussir dans cette tâche, ils doivent bien comprendre ce qui est en jeu lorsqu'on parle d'éducation.

Le droit à l'éducation

Tout d'abord, l'éducation est un droit humain fondamental universellement reconnu. Il figure à ce titre à l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1948 et dans les documents ultérieurs, tels que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 et la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989.

Des progrès massifs ont été réalisés dans la réalisation du droit à l'éducation, mais nombreux sont les adultes qui restent privés d'éducation. Si, dans les pays industrialisés, un adulte de plus de 25 ans a, en moyenne, bénéficié de 10 ans de scolarisation, dans les pays en développement, cette moyenne n'est que de 3,9 ans. Dans une trentaine de pays, dont 25 pays d'Afrique, elle est même inférieure à 2 ans, des centaines de millions d'enfants et d'adultes n'ayant pas la chance d'être scolarisés ou quittant le système scolaire avant d'avoir acquis les connaissances de base. Actuellement, ce sont plus d'1,5 milliard d'adultes et d'enfants qui sont analphabètes dans le monde, ou qui le seront parce qu'ils échappent au système éducatif. Du fait de la pauvreté qui sévit dans ces pays, le nombre des analphabètes a tout lieu d'augmenter dans l'avenir, tandis que le nombre des enfants scolarisés dans le primaire ira en diminuant. **Nos objectifs aujourd'hui sont de parvenir à l'éducation universelle dans tous les pays du monde et de mettre en place un programme éducatif spécifique pour ceux qui, analphabètes aujourd'hui, le seront toujours demain si on ne leur prête pas secours.**

Malheureusement, les objectifs fixés par le passé n'ont pas été atteints. La deuxième stratégie de développement des Nations Unies, adoptée en 1971, visait ainsi à

* Voir le texte intégral de l'article en annexe.

instaurer l'éducation primaire universelle d'ici 1980. Pourtant, en 1990, date de la dixième Conférence mondiale sur l'éducation pour tous de Jomtien, ce délai a dû être repoussé à l'an 2000. Le Sommet mondial pour les enfants de 1990 a, de manière similaire, adopté une cible officielle de scolarisation universelle d'ici 2000. Nous sommes en 2001, et nous n'avons toujours pas atteint ces objectifs. Lors du Forum mondial sur l'éducation qui s'est tenue à Dakar (Sénégal) en avril 2000, une nouvelle série d'objectifs ont été fixés ; j'espère que certains au moins pourront être atteints.

Le « Complexe éducatif mondial »

Beaucoup d'entre vous ont certainement entendu parler du complexe militaro-industriel mondial, mais rares sont ceux qui se sont penchés sur le « complexe éducatif mondial », système puissant mis en place par l'homme pour dispenser l'éducation. Selon les statistiques les plus récentes, le nombre total des enfants et des étudiants scolarisés dans le système formel dépasse 1,25 milliard de personnes. Si on ajoute à ce chiffre les quelque 60 millions d'enseignants exerçant dans le monde, on se trouve face à un complexe éducatif mondial réunissant plus d'1,3 milliard d'individus, de loin le plus vaste groupe humain recensé. Il ne s'agit peut-être pas du complexe, ou du système, le plus fortuné que la terre ait porté, mais il dépense tout de même, toujours selon les statistiques les plus récentes, plus de 1 400 milliards de dollars des États-Unis chaque année en fonds publics affectés à l'éducation. Une réserve s'impose toutefois : si les pays développés dépensent un peu plus de 1 000 dollars des États-Unis par habitant et par an dans l'éducation, ce chiffre atteint à peine 43 dollars des États-Unis dans les pays en développement.

La crise mondiale de l'éducation

Le complexe éducatif mondial est donc en crise, et cette crise présente cinq caractéristiques.

Le système éducatif mondial souffre d'*inefficacité interne*, ce qui signifie que nous produisons de l'échec via l'éducation. Imaginez que l'industrie du bâtiment ait calculé que 50 % des ponts s'effondreraient deux jours après leur construction, ou que 50% des maisons s'effondreraient, ou que, dans le domaine de la santé, 50 % des patients entrant à l'hôpital n'en ressortiraient pas vivants. Ce genre de calculs paraîtrait à coup sûr absurde. C'est pourtant précisément de cette façon que fonctionne notre système éducatif, qui se fixe des objectifs internes qu'il est ensuite totalement incapable d'atteindre en mode de fonctionnement normal. Si on veut que les résultats éducatifs mondiaux changent, on doit d'abord améliorer considérablement l'efficacité interne du système éducatif.

Le deuxième trait, tout aussi important, concerne l'*efficacité externe* du système éducatif. Les systèmes éducatifs ne peuvent à eux seuls produire des êtres humains – hommes et femmes – pleinement capables de participer à l'économie, ce qui est vrai aussi bien des pays développés que des pays en développement.

La troisième caractéristique du système est le *développement quantitatif extraordinairement rapide des systèmes éducatifs* dans le monde depuis près d'un demi-siècle. En 1950, il y avait 34 millions d'enfants dans l'éducation secondaire. En 1997, ce

chiffre était passé à presque 400 millions. Au niveau universitaire, l'évolution est encore plus stupéfiante. On comptait en 1950 environ 6 millions d'étudiants dans l'enseignement supérieur ; ils étaient plus de 88 millions en 1997 – 15 fois plus. Aujourd'hui, il faut changer le contenu de l'éducation pour accueillir un étudiant d'un nouveau type. On ne peut pas mettre 2 ou 3 fois plus de liquide dans la même bouteille, et, en l'occurrence, 15 fois plus de liquide, et s'attendre à ce que tout continue de marcher comme sur des roulettes.

La quatrième caractéristique est *l'augmentation constante de la demande éducative* partout dans le monde. Aujourd'hui, environ 22 % de la population mondiale fréquentent un établissement d'enseignement, que ce soit comme élève ou étudiant, ou comme enseignant.

Enfin, les spécialistes, comme les non-spécialistes, reconnaissent que *l'inertie de nos systèmes éducatifs* est un problème préoccupant. La vie évolue à une allure fantastique, mais les systèmes éducatifs n'évoluent pas avec elle, surtout en ce qui concerne l'utilisation des technologies, et c'est là un trait particulièrement inquiétant de la crise. De temps à autres, cette crise de l'éducation mondiale a provoqué des manifestations populaires et des explosions de violence, l'année 1968 à Paris et dans le reste de l'Europe n'étant que l'exemple le plus célèbre. Ces débordements se sont produits du fait des difficultés rencontrées par nos systèmes éducatifs pour s'adapter au monde environnant et au besoin de changement.

L'éducation pour tous

Aujourd'hui, 1,5 milliard de personnes sont exclues du système éducatif formel, dont quelque 900 millions d'adultes âgés de 15 ans ou plus et quelque 250 millions d'enfants non scolarisés, ou qui fréquentent l'école pendant une période insuffisante ou la quittent toujours analphabètes. A ceux-là s'ajoutent, selon les statistiques récentes de l'OCDE, un nombre croissant de personnes qui suivent un enseignement, mais retombent ensuite dans l'illettrisme – ils sont peut-être 300 à 400 millions dans le monde à entrer dans cette catégorie. Toutes ces personnes ont besoin d'accéder à l'éducation ; l'alphabétisation, outre qu'elle est importante en soi, génère aussi des avantages économiques et une meilleure qualité de vie.

Malheureusement, l'aide internationale ne peut à elle seule éduquer tous les habitants de la planète, d'autant qu'elle a subi une forte réduction. A l'époque du Plan Marshall des États-Unis, mis en place immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, l'aide officielle au développement représentait 2,5 % du PNB des pays industrialisés ; ce chiffre est tombé aujourd'hui à 0,24 %. Nous sommes donc contraints d'apprendre à en faire plus avec moins, et à mieux utiliser les ressources attribuées à l'éducation, de façon à employer plus judicieusement l'argent disponible et à garantir une expansion réelle de la scolarisation.

J'aimerais, pour conclure, insister sur deux points. Le premier concerne les immenses promesses contenues dans l'utilisation croissante des technologies de l'information dans les écoles. Celle-ci requiert beaucoup d'énergie, parce que le système éducatif souffre d'inertie, et a tendance à résister à l'intrusion de technologies facilement disponibles partout ailleurs. Le second concerne la nécessité d'axer nos efforts sur tous ceux qui n'ont jamais été à l'école, sur les analphabètes actuels et sur ceux qui le

deviendront, puisque les taux de croissance démographiques vont progresser surtout dans les pays pauvres, ce qui les mettra dans l'incapacité d'éduquer la totalité de leurs populations. Ces pays devront donc développer des politiques éducatives conduisant à un meilleur niveau de vie pour ces défavorisés, et il nous incombe de mettre sur pied des politiques éducatives alternatives pour venir en aide au nombre croissant de personnes qui n'iront jamais à l'école et qui n'apprendront jamais à lire et à écrire.

Article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.
2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.
3. Les parents ont par priorité le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Source : Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée et proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948, texte final autorisé. New York , Nations Unies, 1950.

Cadre d'action de Dakar

Nous nous engageons collectivement à assurer la réalisation des objectifs suivants :

- (i) développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés ;
- (ii) faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme ;
- (iii) répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante ;
- (iv) améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente ;
- (v) éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant

notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite ;
(vi) améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables – notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.

Source : Cadre d'action de Dakar, L'éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs, adopté au Forum mondial sur l'éducation, Dakar, Sénégal, 26–28 avril 2000, para. 7.

L'éthique des sciences et des technologies

Tsutomu Kimura

Président

Institut national des diplômés universitaires du Japon

Le siècle qui s'achève a été une ère de progrès scientifique d'apparence miraculeuse, notamment en médecine, en électronique, dans les transports et en matière d'énergie nucléaire, mais ce fut aussi une époque où les capacités destructives de l'homme se sont massivement amplifiées. Les armes nucléaires ont fait naître la menace d'une destruction catastrophique, et le développement industriel apporte dans son sillage un risque de contamination et de dégradation de l'environnement. Pour que les risques inhérents au progrès scientifique et technologique soient compensés par ses avantages, nous devons redonner un sens à nos valeurs communes, afin de maîtriser les bienfaits de la science pour le bien de tous.

Je rappellerai, pour commencer, que j'ai passé les trente-trois dernières années dans une université, à observer les activités de l'UNESCO de l'extérieur, en quelque sorte. Le titre de mon intervention est « L'éthique des sciences et des technologies », et, lorsque je contemple le XX^e siècle, je suis stupéfait de la variété et du caractère extraordinaire des expériences qu'a vécu l'humanité.

Au cours de la première moitié du siècle, deux guerres mondiales, qui ont touché la majorité des pays et des populations du monde, ont dévasté des régions entières de la planète ; dans la seconde moitié, une guerre froide, à laquelle ont, là aussi, participé la plupart des pays et des peuples du monde, a divisé la planète en deux camps armés qui ont vécu, après la mise au point des armes nucléaires, sous la menace d'une troisième guerre mondiale incommensurablement plus destructrice. Si un troisième conflit éclatait, en effet, et s'il avait le soutien des armes nucléaires, tous les organismes vivants, humanité comprise, seraient probablement réduits à néant.

Pourtant, si on me demandait de décrire le XX^e siècle, en laissant de côté ces épisodes destructeurs, je dirais qu'il a été le siècle du progrès scientifique et technologique. Il a connu l'essor de l'énergie nucléaire, les progrès de l'aviation puis de l'industrie spatiale, le développement des transports de masse sur de longues distances, la mise au point des semi-conducteurs, les avancées considérables de la technologie de l'information, de la médecine et des produits pharmaceutiques et l'éradication de maladies mortelles comme la polio ou la variole. L'humanité a bénéficié de ces progrès à bien des égards, en dépit de leurs aspects négatifs, comme l'emploi de la bombe nucléaire à Hiroshima, où plusieurs milliers d'innocents ont péri, et l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl (Ukraine) en 1986, qui nous ont rappelé que la technologie n'est pas toujours contrôlable. De même, les pluies acides et les déchets industriels ont provoqué la contamination de l'air, de l'eau et des sols partout dans le monde, et la plupart des destructions environnementales ont également pour cause le développement de la science et de la technologie. Nous avons d'abord pensé que le sida serait une maladie localisée, or elle est aujourd'hui une pandémie mondiale, entre autres du fait du développement des transports de masse sur de longues distances.

C'est pourquoi, aujourd'hui, au seuil du XXI^e siècle, nous nous trouvons face à de nombreux défis pressants, dont beaucoup ont été provoqués par l'homme par négligence face aux pièges de la science et de la technologie. Par ailleurs, si la science et la technologie sont une composante de la civilisation moderne qui a fini par s'imposer dans le monde entier, tous les hommes ne profitent pas à égalité de ces avancées, notamment dans le monde en développement. Il en résulte qu'**alors que les bienfaits de la science et de la technologie ne bénéficient pas à tout le monde, leurs dangers sont un poids pour l'ensemble de l'humanité.** Aujourd'hui, c'est un par un que nous devons aborder les problèmes mondiaux, sans lésiner sur nos efforts pour garantir que tous les hommes partagent les bénéfices de la civilisation.

J'aimerais dire aussi quelques mots à propos de la culture, puisque je viens d'évoquer la notion de civilisation. Si la civilisation est, ou devrait être, universelle, la culture par essence ne peut l'être, puisqu'elle est l'activité propre à une race, une société ou une communauté. Un célèbre linguiste japonais a dit un jour que, tout comme chaque individu, chaque société a son propre caractère, c'est-à-dire sa culture. C'est pourquoi chaque société possède sa langue propre, sa religion propre, ses arts et ses coutumes propres, et le système de valeurs qui lui est propre, qui sont ces aspects de la culture qui nous disent ce que nous avons le droit de faire et de ne pas faire.

Cependant, le rôle joué par la civilisation mondiale dans le développement des cultures locales est également très important, et il ne devrait pas être oublié. Le Japon, par exemple, n'avait quasiment aucun contact avec l'Occident jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle, aussi une culture japonaise originale s'est-elle développée pendant plus de trois siècles dans l'isolement. En 1868, avec la restauration Meiji, cependant, les systèmes législatif, judiciaire, administratif, éducatif et économique du pays ont été réformés sous l'influence des défis lancés par la civilisation occidentale. Comme notre ministre de l'éducation l'a fait remarquer tout à l'heure, cette interaction entre la culture japonaise traditionnelle et la culture occidentale moderne a été à l'origine de la culture japonaise moderne. La civilisation occidentale a eu une grande influence sur la culture japonaise traditionnelle, provoquant la naissance d'une culture différente. Du fait de son interaction avec les cultures de l'Occident, celles, entre autres, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne et des États-Unis, le peuple japonais a accepté les valeurs occidentales.

Aujourd'hui, nous assistons à un nouveau type d'interaction culturelle, représentée par la progression rapide de la mondialisation, d'où les graves préoccupations exprimées à l'égard de la civilisation mondiale du XX^e siècle. Les mass média sont un produit du XX^e siècle, et du fait de l'essor des communications qui l'a accompagné, cette technologie influence dorénavant tous les pays, en dépit des différences locales entre les systèmes sociaux ou les cultures. Ce que je trouve préoccupant, c'est que cette nouvelle forme de civilisation mondiale, dans son ensemble, ne repose guère sur des conceptions fondamentales en matière de valeur et de culture. Les modes de vie devenant, en particulier, chaque jour plus standardisés dans le monde, les valeurs, l'éthique et les croyances distinctives des peuples perdent progressivement de l'importance. **Il est temps aujourd'hui pour nous de reconsidérer nos valeurs traditionnelles, et de choisir parmi elles quelles sont, ou quelles devraient être, les valeurs communes à tous.** Celles-ci devraient ensuite être transmises aux générations futures.

Par ailleurs, nous avons besoin d'élaborer une culture qui puisse être partagée par tous. L'UNESCO ouvre la voie dans cette entreprise à travers ses efforts de sauvegarde et

de préservation du patrimoine culturel mondial, en particulier du patrimoine culturel intangible. C'est une activité qui devrait être prise en compte dans notre quête de valeurs communes. L'éducation est un autre domaine à privilégier. La plupart des pays du monde ont des programmes d'éducation de base quasi identiques, et cela pourrait servir à nos efforts de création d'une culture commune à tous. C'est d'ailleurs en ayant cela présent à l'esprit que la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt-et-unième siècle a proposé quatre piliers de l'éducation dans son rapport intitulé *L'éducation : un trésor est caché dedans* (Paris, UNESCO, 1996) : il s'agit d'apprendre à vivre ensemble, d'apprendre à savoir, d'apprendre à être et d'apprendre à faire. Ces quatre piliers méritent d'être de nouveau soulignés. S'ils étaient acceptés par tous les peuples de la terre, quelles que soient leurs origines culturelles, je suis persuadé que nous serions alors capables de choisir les traits communs à tous les peuples et à toutes les sociétés, nous permettant d'élaborer un code d'éthique commun de l'humanité dans le domaine de la science et de la technologie.

Enfin, les enfants ont un potentiel illimité, et on devrait leur apprendre les nombreuses possibilités de la science et de la technologie. On voit actuellement grandir l'indifférence des jeunes à l'égard de la science et de la technologie, et beaucoup s'interrogent sur les causes de cette indifférence. Après tout, les jeunes raffolent les produits électroniques et industriels dérivant directement du progrès scientifique et technologique, alors qu'ils n'étaient même pas du domaine du rêve au début du XX^e siècle. Nous, qui nous souvenons d'une époque où les produits électroniques n'existaient pas, avons tendance à nous émerveiller sur eux, tout en étant pleinement conscients de leurs défauts. Les enfants d'aujourd'hui semblent quant à eux prendre trop souvent ces choses comme allant de soi, et, n'étant nullement étonnés par le développement de la science et de la technologie, ils ne peuvent pleinement saisir son importance. Je pense, personnellement, qu'on est incapable de comprendre pleinement la valeur de la science et de la technologie lorsqu'on méconnaît les développements et les évolutions passés. Nous devons donc faire en sorte que nos enfants aient une meilleure connaissance de l'histoire, et leur enseigner comment le monde est peu à peu parvenu à ce qu'il est aujourd'hui.

La bioéthique

1. La bioéthique constitue aujourd'hui un enjeu essentiel pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle occupe une place prépondérante dans les choix de société qu'il convient d'effectuer afin de réunir les progrès scientifiques et l'inaliénable primauté du respect de la dignité, de l'intégrité et de la liberté de la personne humaine. Néanmoins, cette préoccupation doit tenir compte de l'impératif de la liberté de la recherche.

...

4. Les gouvernements des États membres et le législateur, à qui revient le pouvoir de décision, ont des responsabilités éminentes en la matière. Dans ce processus, ils doivent veiller à une participation éclairée des citoyens, notamment grâce à un débat public et pluraliste, en tenant compte des courants de pensée, des systèmes de valeurs, des contextes historiques et culturels, et des convictions philosophiques et religieuses qui sont constitutifs des différentes

sociétés. Il est clair que la bioéthique ne peut se fonder que sur la pratique démocratique et sur la participation active de tous les citoyens.

...

6. Les relations entre la science et l'avenir de l'humanité sont intimement liées et c'est d'elles dont dépendront dans une large mesure les équilibres mondiaux. Le droit international et sa mise en œuvre effective doivent jouer un rôle croissant dans ces domaines. Les États doivent renforcer la concertation internationale sur les implications éthiques et juridiques de la recherche dans les sciences de la vie et de ses applications, afin de conclure tous accords nécessaires sur ces questions cruciales pour l'humanité.

Source : extraits du Communiqué de la Table ronde des ministres de la science, « La bioéthique : un enjeu international », qui s'est tenue à l'UNESCO, à Paris, les 22 et 23 octobre 2001.

Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme

Article premier

Le génome humain sous-tend l'unité fondamentale de tous les membres de la famille humaine, ainsi que la reconnaissance de leur dignité intrinsèque et de leur diversité. Dans un sens symbolique, il est le patrimoine de l'humanité.

...

Article 13

Les responsabilités inhérentes aux activités des chercheurs, notamment la rigueur, la prudence, l'honnêteté intellectuelle et l'intégrité, dans la conduite de leurs recherches ainsi que dans la présentation et l'utilisation de leurs résultats, devraient faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre des recherches sur le génome humain, compte tenu de leurs implications éthiques et sociales. Les décideurs publics et privés en matière de politiques scientifiques ont aussi des responsabilités particulières à cet égard.

...

Article 21

Les États devraient prendre les mesures appropriées pour encourager toutes autres actions de recherche, de formation et de diffusion de l'information de nature à renforcer la prise de conscience des responsabilités de la société et de chacun de ses membres face aux problèmes fondamentaux au regard de la défense de la dignité humaine que peuvent soulever la recherche dans les domaines de la biologie, de la génétique et de la médecine, et les applications qui en découlent. Ils devraient favoriser sur ce sujet un débat largement ouvert sur le plan international, assurant la libre expression des différents courants de pensée socioculturels, religieux et philosophiques.

Source : Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme, Paris, UNESCO, Vingt-neuvième Conférence générale, 1997.

La diversité des identités et des cultures

Aminata Dramane Traoré

Ancienne Ministre de la culture et du tourisme du Mali

On évalue souvent la contribution d'une culture à l'humanité en termes financiers et économiques, ce qui a pour effet de minimiser l'apport des pays en développement en général, et du continent africain en particulier. Or, les problèmes sociaux et les inégalités croissantes observés dans les pays développés remettent en cause ce mode d'évaluation, suggérant que la valeur d'une culture ne devrait pas être appréciée uniquement en fonction de sa capacité à produire, mais aussi en termes de contribution culturelle, sociale et humaine. Vus sous cet angle, les apports de l'Afrique et du monde en développement retrouvent toute leur signification.

Permettez-moi, tout d'abord, de féliciter le gouvernement du Japon et les organisateurs de ce colloque, qui ne pouvaient choisir de thème plus significatif et plus créatif qu'un « Message aux enfants du XXI^e siècle ». Étant la seule femme invitée parmi les membres étrangers de cette tribune, j'apporterai ma sensibilité de femme, mon désir d'enfant et mon besoin de donner à cet enfant un avenir. Voici comment nous, femmes du Mali, fredonnons pour rendre hommage aux enfants, pour chanter la vie et l'espérance :

Pour l'enfant, pour l'enfant.

Je suis venue pour l'enfant.

Homme, fais-moi donc un enfant.

Homme, quand tu ne seras plus de ce monde,

A quoi serviront ces vêtements dont tu me couvres ?

Homme, fais-moi donc un enfant.

Quand tu ne seras plus de ce monde,

A quoi servira cet argent que tu me donnes ?

Homme, fais-moi donc un enfant.

Quand tu ne seras plus de ce monde,

A quoi servira l'or dont tu m'auras couverte ?

Homme, fais-moi donc un enfant.

Je suis venue pour l'enfant, Homme.

Fais-moi donc un enfant.

Je remercie également le Directeur Général de l'UNESCO, dont la tâche à la fois exaltante et redoutable, consiste à promouvoir la culture en tant que levain et levier d'un monde nouveau où l'argent tend à devenir l'unique référent, au détriment de l'être humain.

Les paroles de femmes qui introduisent mon propos démentent cette hiérarchie des valeurs, clament la primauté et la supériorité de l'être humain ainsi que son besoin profond de s'incarner dans l'enfant. Vivre est une aptitude qui ne dépend pas que de notre état de santé physique et mentale. Cela consiste également à repousser les limites de la mort, qui nous attend tous, en donnant la vie. Dans mon pays, la stérilité est vécue comme une

malédiction, tandis que la femme qui enfante se sent forte et riche en dépit des difficultés de l'existence. Elle est comblée lorsque le système éducatif permet de faire de son enfant un être instruit et responsable. C'est avec une immense joie que je cite aux enfants du XXI^e siècle ces paroles d'un proverbe africain : *une mère poule ne donne à ses poussins que les graines qu'elle a elle-même récoltées.*

Mais, qu'ai-je appris qui pourrait être utile aux enfants de ce siècle qui s'amorce et qui est celui de tous les défis ? Et d'où me vient cette foi en l'enfant en tant que gage de futur quand le temps a si souvent joué contre mon peuple ?

Aujourd'hui, la fracture sociale est telle dans les pays dits « avancés », que nous sommes en droit de douter du caractère linéaire et cumulatif du progrès et de la validité des indicateurs économiques et financiers. Car, **si ces indicateurs avaient été culturels, sociaux et humains, le continent africain aurait sans doute été perçu comme ayant apporté beaucoup au reste du monde.** Je fais partie de ceux qui pensent que nous ne sommes pas pauvres en Afrique, que ce sont nos ressources qui sont pillées et détournées de la satisfaction de nos besoins vitaux. Nous sommes surtout riches d'une pensée de l'être humain et du lien social qui me permet de m'adresser dans les termes suivants aux enfants du XXI^e siècle.

Richesse suprême et incontournable, vous êtes et vous le resterez, enfants d'Afrique et du monde. Il en est ainsi parce que vous venez, chacun, autant que vous êtes, d'un terreau dont le nom est culture. Elle est diversité, créativité et dynamisme. Ces caractéristiques font des cultures du monde une richesse inépuisable, également répartie entre tous les peuples, qui ont la latitude d'y puiser des réponses à la plupart des défis de l'existence. Naguère, avant qu'une certaine pensée unique et « uniformisante » n'étende son voile d'obscurantisme et d'intolérance sur le monde, les peuples savaient répondre aux besoins d'éducation, de santé, de logement et d'alimentation. Certes, ces réponses n'étaient pas toujours parfaites, mais outre leur caractère socialement et écologiquement pertinent, elles avaient le mérite de conforter en chacun le sentiment, d'exister, de décider et de prendre sa destinée en main.

Mon pays, par exemple, qui est classé aujourd'hui parmi les plus pauvres de la planète était au XIV^e et au XV^e siècle d'un dynamisme dont de nombreux explorateurs et auteurs arabes ont attesté. Le professeur Joseph Ki Zerbo rappelle à cet égard que diplomates, commerçants, savants et lettrés affluaient à Tombouctou qui abritait des milliers d'étudiants et où le commerce des livres était particulièrement rentable. De ce passé, mon peuple garde en mémoire un sentiment de fierté qui contraste avec la tristesse et l'amertume qui nous habitent face à l'échec du système scolaire, la « déscolarisation » et l'analphabétisme.

D'agression en agression, de la traite négrière aux réformes économiques néolibérales qui nous sont imposées en passant par la colonisation, le Mali, comme le reste du continent, a perdu ses repères ainsi que son aptitude à penser et à décider par lui-même.

A la violence politique et économique s'est ajoutée la violence symbolique. Les répercussions de cette situation sont graves. Au plan économique elle inhibe les initiatives, au plan politique elle entrave l'émergence d'une société civile audacieuse et responsable.

Enfants du monde, imaginez qu'en Afrique et partout ailleurs les droits culturels des peuples étaient respectés, et qu'ils aient la latitude de puiser dans leur patrimoine. Alors, la quête d'une alternative à l'ignorance, à la pauvreté et à la souffrance humaine serait

considérablement facilitée. Le Mali et le reste du continent africain deviendraient alors un immense chantier où dans la convivialité et avec fierté les peuples pourraient entamer le travail de reconstruction qu'ils appellent de leurs vœux. Alors, les centaines de millions d'africains et d'africaines, actuellement exclus du système de production mais qui ne demandent qu'à vivre dignement de leur travail pourraient s'investir dans l'exploration des savoirs et des savoir-faire, anciens et nouveaux. De ce brassage des connaissances émergeraient des réponses à la fois durables et significatives. L'exclusion économique, il ne faut point s'y tromper est la véritable cause de l'instabilité politique et des conflits fratricides qui endeuillent l'Afrique.

Ne soyez pas indifférents à cette tragédie qui affecte l'une des régions du monde qui a tant contribué à la constitution des richesses qui circulent aujourd'hui à l'échelle de la planète, sans être payée en retour. L'esclavage, la politique des prix des matières premières, l'obligation d'assurer le service de la dette sont autant de saignées qui ont vidé l'Afrique d'elle-même et ont entravé sa capacité de négociation et de proposition.

Enfants du monde, refusez cet état de fait ; obligez les autres à trouver une solution à la dette et aux programmes de réajustement pour que des millions d'enfants ne soient plus privés d'éducation, de soins, d'eau et d'avenir. Les capitaux, les technologies et l'investissement privé sont peine perdue quand ils n'ont pas d'ancrage dans le terreau de la culture. Il est en effet impossible d'améliorer le présent et d'inventer son futur avec les recettes et les moyens des autres. Les peuples appauvris, surendettés et dépendants sont, avant tout, des peuples privés du droit à l'initiative et victime de l'arrogance culturelle de ceux qui possèdent. C'est pourquoi l'Afrique veut vivre différemment, pour vivre sans perdre son âme et sans perdre sa culture, qui est un élément de la culture planétaire.

Enfants du monde, sachez, enfin, qu'on ne prend conscience de soi, de manière positive et constructive que dans la rencontre avec l'autre. **Se connaître soi-même est essentiel et connaître les autres est une source d'enrichissement** quand cette rencontre au lieu d'être une confrontation est un acte de reconnaissance. Les nouvelles générations devront sans complexe aucun revendiquer leur droit à l'utopie et à la créativité.

Le XX^e siècle aura autorisé tous les espoirs et perpétré des crimes particulièrement odieux. En aucun cas il ne faut que le XXI^e siècle ne soit le simple prolongement de cette ère de conquête et de domination économique, culturelle et politique.

Nos enfants ont les moyens d'agir et de vivre autrement. Nous, adultes, avons le devoir de créer les conditions requises pour qu'ils puissent le faire. L'hommage des femmes du Mali aux enfants trouve son écho dans la confiance justifiée que nous plaçons en eux.

Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle

Identité, diversité et pluralisme

Article 1 - La diversité culturelle, patrimoine commun de l'humanité

La culture prend des formes diverses à travers le temps et l'espace. Cette diversité s'incarne dans l'originalité et la pluralité des identités qui caractérisent les groupes et les sociétés composant l'humanité. Source d'échanges, d'innovation et de créativité, la diversité culturelle est, pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant. En ce sens, elle constitue le patrimoine

commun de l'humanité et elle doit être reconnue et affirmée au bénéfice des générations présentes et des générations futures.

Article 2 - De la diversité culturelle au pluralisme culturel

Dans nos sociétés de plus en plus diversifiées, il est indispensable d'assurer une interaction harmonieuse et un vouloir vivre ensemble de personnes et de groupes aux identités culturelles à la fois plurielles, variées et dynamiques. Des politiques favorisant l'inclusion et la participation de tous les citoyens sont garantes de la cohésion sociale, de la vitalité de la société civile et de la paix. Ainsi défini, le pluralisme culturel constitue la réponse politique au fait de la diversité culturelle. Indissociable d'un cadre démocratique, le pluralisme culturel est propice aux échanges culturels et à l'épanouissement des capacités créatrices qui nourrissent la vie publique.

Article 3 - La diversité culturelle, facteur de développement

La diversité culturelle élargit les possibilités de choix offertes à chacun ; elle est l'une des sources du développement, entendu non seulement en termes de croissance économique, mais aussi comme moyen d'accéder à une existence intellectuelle, affective, morale et spirituelle satisfaisante.

Source : Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle, résolution 25, actes de l'Assemblée générale, volume 1, résolutions, 31e session, Paris, 15 octobre–3 novembre 2001.

Pour une paix durable dans le monde

Anwarul Karim Chowdhury

Ambassadeur et Représentant permanent du Bangladesh auprès des Nations Unies

L'Acte constitutif de l'UNESCO offre la vision d'un monde meilleur, auquel on contribuera en changeant l'esprit des hommes et en substituant à la guerre et à la violence une culture de la paix. Les initiatives de l'Organisation dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture ont toutes en commun la promotion des principes de démocratie, de tolérance et de solidarité internationale. Ces valeurs ont été inscrites dans la Déclaration et le Programme d'action sur une culture de la paix, adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 1999.

Le thème de cette communication va au cœur des valeurs incarnées par l'UNESCO, dont l'Acte constitutif, dans son célèbre préambule, affirme que « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut élever les défenses de la paix ».

Depuis sa création, l'UNESCO n'a cessé de promouvoir la paix dans le monde sans faire nécessairement la une de l'actualité. L'UNESCO ne soutient pas ces vastes plans ambitieux qui font les gros titres des journaux, puis tombent dans l'oubli sans avoir tenu leurs promesses. Au contraire, ce que propose l'UNESCO, c'est une vision, qui permet de changer l'esprit des hommes en travaillant à promouvoir l'éducation, la culture, la science et la communication, pour que chaque individu, demain, se lève pour défendre la cause de la paix, de la tolérance et de la compréhension. Cette vision revêt un sens particulier pour les enfants, car si notre message de paix touche aujourd'hui le cœur de chaque enfant, il n'y aura plus de guerre demain. Je suis heureux que ce colloque adresse ce message aux enfants, et je reviendrai sur le sens qui devrait être donné à la paix d'ici la fin de mon intervention.

La paix réelle commence avec l'individu, car si les esprits individuels sont remplis de haine, d'incompréhension et de craintes, il ne peut y avoir de paix durable. Le siècle qui s'achève en a fourni des preuves abondantes. Le XX^e siècle a été le plus violent de l'histoire de l'humanité, les personnes étant tuées ou blessées au nom de la patrie, de l'ethnie, de la religion ou des croyances, ou parce qu'elles étaient différentes. Nous avons tous souffert de cette culture de la guerre et de la violence.

Pourtant, même si le XX^e siècle a été rempli de haine et de violence, il a également mis en évidence le pouvoir de la non-violence. Des hommes ont recherché la paix même au milieu de la guerre, et ils ont lutté et se sont sacrifiés au nom de la compréhension et de la tolérance. Le Mahatma Gandhi, Martin Luther King ou Nelson Mandela, pour ne citer qu'eux, nous ont fait espérer qu'un renouveau était possible. L'UNESCO, par ses actions de promotion, doit être le moteur de ce renouveau, fondé sur une culture de la paix. Celle-ci consistera en un ensemble de valeurs, d'attitudes et de comportements basés sur les principes de liberté, de justice, de démocratie, de tolérance, de solidarité et de respect de la diversité, du dialogue et de la compréhension. La

nécessité d'une telle culture a été reconnue par l'Assemblée générale des Nations Unies lorsqu'elle a adopté, en septembre 1999, la Déclaration et le Programme d'action sur une culture de la paix ; ainsi, ce qui avait débuté sous la forme d'un projet modeste lancé par l'UNESCO dans un contexte d'après-guerre s'est changé en une vision de grande envergure à laquelle ont souscrit l'ensemble des États membres des Nations Unies.

La Déclaration et le Programme d'action nous offrent une série de principes directeurs parfaitement explicites. Il s'agit d'un document universel au plein sens du terme, transcendant les frontières, les cultures, les croyances et les sociétés. Il énumère les acteurs qui ont un rôle à jouer dans la promotion d'une culture de la paix, ne s'arrêtant pas aux états et à des organisations internationales comme les Nations Unies et l'UNESCO, mais associant aussi les parents, les enseignants, les dirigeants religieux et communautaires, les artistes, les professeurs, les journalistes et les élèves, tous réunis pour promouvoir ces idées. Celles-ci concernent en premier lieu l'éducation, s'étendant aussi à d'autres domaines : le développement durable, les droits de l'homme, l'égalité entre les femmes et les hommes, la participation démocratique, la promotion de la compréhension, de la tolérance et de la solidarité, et la paix et la sécurité internationales.

Ce fut un honneur pour moi que de présider, durant neuf mois, les négociations des Nations Unies qui ont abouti à l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action. Je conserverai toujours précieusement le souvenir de cette expérience. Ce fut pour moi la réalisation d'un engagement personnel à l'égard de la paix et mon humble contribution au progrès de l'humanité. L'adoption de ce document n'est cependant qu'une première étape. Sa réussite ultime dépend du pouvoir des partenariats constitués en vue de sa mise en œuvre. Nous avons besoin d'une « grande alliance » pour une culture de la paix, et la société civile a, au sein de cette alliance, un rôle considérable à jouer. Sans son rôle mobilisateur, nous ne pourrions jamais associer les communautés et les sociétés à la construction d'une culture mondiale de la paix.

La vigueur de notre engagement collectif envers la promotion d'une culture de la paix partout dans le monde va bientôt être mise à l'épreuve, à l'occasion de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001–2010). Il est encourageant, dans un premier temps, de voir la Déclaration et le Programme d'action largement acceptés. Deux exemples viennent à l'esprit. En premier lieu, dans un rapport relatif à la prévention des conflits présenté aux Nations Unies en 2001, le Secrétaire général Kofi Annan a mis l'accent sur l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations Unies, de la Déclaration et du Programme d'action sur une culture de la paix, qui appellent les États membres, la société civile et l'ensemble du système des Nations Unies à promouvoir des activités de prévention des conflits. Compte tenu de ses vastes responsabilités, l'Assemblée générale serait à même de promouvoir une culture de prévention des conflits au sein des activités diverses et multiples du système des Nations Unies. Comme ce fut le cas dans sa récente résolution relative aux activités de promotion d'une culture de la paix, l'Assemblée générale peut mettre en avant la dimension de prévention des conflits de plusieurs questions qui figurent actuellement à son ordre du jour, tels que le désarmement, les droits de l'homme, l'aide humanitaire, la démocratisation, la dégradation de l'environnement, le terrorisme, le VIH/sida et le droit international.

En second lieu, lorsque le Conseil de sécurité des Nations Unies a envoyé au Kosovo et à Belgrade une mission spéciale composée de représentants de ses quinze

membres au complet, celle-ci a pu constater *de visu* qu'une culture de la paix pouvait aider les peuples à dépasser des générations de méfiance et d'intolérance ethniques, pour se diriger vers la création d'un Kosovo pluriethnique. Le rapport préparé par cette mission est particulièrement expressif, soulignant que le peuple du Kosovo, à quelque communauté qu'il appartienne, ne devrait pas laisser le passé le ramener en arrière, mais au contraire regarder vers l'avant, encouragé par les potentialités de l'avenir. Promouvoir une culture de la paix et de la non-violence est crucial pour la réussite de ces efforts.

J'ai annoncé précédemment que je reviendrais sur le sens que nos enfants devraient donner à la paix. **La paix devrait signifier que tout enfant a la possibilité d'apprendre, de s'amuser et de participer à ce qui se passe autour de lui ; que tout enfant devrait être capable de réaliser son potentiel et de regarder vers l'avenir avec confiance et espoir.** Aucun enfant ne devrait subir de violence. Aucun enfant ne devrait être obligé de prendre les armes et de tuer. Aucun enfant ne devrait être témoin d'atrocités ni être maltraité ou violé. Aucun enfant ne devrait être forcé à s'enfuir de chez lui à la recherche de sécurité et de moyens de subsistance. Aucun enfant ne devrait se voir refuser un avenir.

Si nous voulons que demain nos enfants jouissent d'un monde meilleur, il nous incombe, dès aujourd'hui, de briser le cercle de la pauvreté, de l'exclusion, de l'intolérance, de la discrimination et de la violence. La paix est le meilleur héritage que nous puissions laisser à nos enfants : c'est le message que nous devons adresser à tous. Ce message doit aussi parvenir aux enfants, qui ont leurs idées personnelles et leur rôle à jouer. Dans la Déclaration et le Programme d'action sur une culture de la paix, nous disposons d'une stratégie nous permettant d'agir efficacement pour que la paix s'instaure réellement. Ce dont nous avons besoin, c'est de l'élan qui fasse bouger les choses dans la bonne direction, élan que seule une grande alliance pour une culture de la paix est à même de nous donner.

En proposant ce pas en avant, je vous demande à tous de relever le défi de la paix. Je vois tout autour de moi des personnes appartenant à diverses communautés, qui apprécieraient de résoudre leurs différends de manière pacifique. Je vois des éducateurs et des jeunes qui pourraient enseigner, apprendre et répandre les vertus de la paix. Je vois aussi des représentants de gouvernements, d'organisations de la société civile et d'organisations internationales. Si nous nous engageons sérieusement à traduire les mots en actes, si nous faisons réellement nôtre le message d'une culture de la paix et agissons en conséquence, le renouveau auquel nous aspirons ne restera pas hors de notre portée.

Article premier de la Déclaration et du Programme d'action sur une culture de la paix

La culture de la paix peut être définie comme l'ensemble des valeurs, des attitudes, des traditions, des comportements et des modes de vie fondés sur :

a) Le respect de la vie, le rejet de la violence et la promotion et la pratique de la non-violence par l'éducation, le dialogue et la coopération ;

b) Le respect des principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États et de la non-intervention dans les questions qui relèvent essentiellement de la juridiction nationale de tout État quel qu'il soit,

conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international ;

- c) Le respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales et leur promotion ;
- d) L'engagement de régler pacifiquement les conflits ;
- e) Les efforts déployés pour répondre aux besoins des générations actuelles et futures en ce qui concerne le développement et l'environnement ;
- f) Le respect et la promotion du droit au développement ;
- g) Le respect et la promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes et les hommes ;
- h) Le respect et la promotion des droits de chacun à la liberté d'expression, d'opinion et d'information ;
- i) L'adhésion aux principes de liberté, de justice, de démocratie, de tolérance, de solidarité, de coopération, du pluralisme, de la diversité culturelle, du dialogue et de la compréhension à tous les niveaux de la société et entre les nations ;

et encouragés par un environnement national et international favorisant la paix.

Source : Déclaration et Programme d'action sur une culture de la paix, Article premier, New York, Nations Unies, 1999 (A/RES/53/243).

Pour une paix durable dans le monde

John S. Toll (États-Unis)

Président du Washington College, Président honoraire et professeur de physique de l'Université du Maryland

Le XX^e siècle, qui a vu progresser la science dans tous les domaines, accordant à l'homme une existence plus longue et plus enrichissante, a également vu pointer la menace que le monde en développement soit oublié et ne reçoive pas sa part des bénéfices d'une prospérité et d'une interdépendance mondiales croissantes. Cette inégalité, source de conflit et d'instabilité, constitue aujourd'hui notre plus grand défi, mais l'UNESCO, de pair avec d'autres organisations du système de Nations Unies, est bien placée pour l'affronter, en faisant appel aux talents et à la bonne volonté des hommes et des femmes du monde entier.

C'est pour moi un grand honneur que de participer à ce colloque. J'aimerais vous dire à tous que l'espoir existe. Je souhaite m'associer aux déclarations des précédents intervenants et remercier les organisateurs de nous avoir invités à ce colloque. Comme M. l'Ambassadeur Chowdhury, j'aborderai le thème d'une paix durable dans le monde ; je partage pleinement ses points de vue éloquentes et tenterai de les mettre à profit.

Nous avons la chance, aujourd'hui, de vivre une époque relativement pacifique de l'histoire du monde, une époque à laquelle, dans un pays libre et avancé comme le Japon, l'existence de la majeure partie des gens s'est beaucoup améliorée par rapport à celle de leurs ancêtres. Les merveilles de la science nous ont apporté des régimes alimentaires et des soins médicaux de meilleure qualité, qui allongent la durée normale d'une vie saine. Grâce aux progrès de la technologie, un individu ordinaire, homme ou femme, peut aujourd'hui réaliser par lui-même ce qui, il y a un siècle, aurait nécessité l'intervention de vingt-quatre serviteurs. La plupart des tâches routinières peuvent désormais être accomplies par des machines. Avec l'amélioration de l'éducation au cours de notre existence, les êtres humains ont beaucoup plus de chances de mener des vies satisfaisantes. Des économies fortes offrent de nombreux emplois intéressants et des produits étonnants. Beaucoup d'entre nous ont désormais le loisir de développer leurs talents, de mener des activités créatrices et de venir en aide aux autres.

De tels progrès, dans le monde développé, semblent s'accélérer au fur et à mesure qu'un nombre croissant de scientifiques multiplie les découvertes, et qu'un nombre croissant d'inventeurs continue de faire progresser la technologie. L'accélération du progrès est même si rapide qu'Alvin Toffler a qualifié notre situation de « choc du futur ». Pourtant, si cette accélération nous donne parfois le vertige, les perspectives de vie meilleure n'en continuent pas moins de grandir rapidement.

Les progrès spectaculaires de la communication grâce à l'Internet et aux capacités incroyables de stockage et de traitement de l'information ont mis les quatre coins du monde en contact. Les barrières nationales s'effondrent. Les ressortissants de pays différents sont bien plus proches aujourd'hui que les habitants de provinces ou de villes voisines ne l'étaient par le passé. Nos économies s'imbriquent les unes dans les autres tandis que les sociétés commerciales franchissent les frontières nationales, et nombreux

sont les produits composés d'éléments ou d'ingrédients venus de plusieurs pays. De plus en plus, nous, citoyens du monde développé, devenons les membres d'une seule « famille humaine », fortement dépendants les uns des autres.

Ce nouveau monde unique qui surgit a cependant de graves défauts. En premier lieu, les régions sous-développées du monde n'ont guère profité de ces bienfaits. La maladie, la croissance démographique et le manque d'éducation, de technologie et d'argent ont laissé les pays pauvres loin derrière des pays fortunés comme le Japon ou les États-Unis. Les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres.

Les Nations Unies et ses différentes agences, en premier lieu l'UNESCO, constituent le meilleur moyen de s'attaquer à ces inégalités. Ces agences apportent les bienfaits de la liberté, de l'éducation, de la technologie, de la médecine et de la culture à une bonne part du monde en développement. L'action de l'UNESCO s'est ainsi révélée incroyablement efficace en matière de formation de nouvelles communautés, d'amélioration de la production agricole et industrielle, ainsi qu'en matière d'expansion de la scolarisation et des communications. Mais les investissements réalisés dans l'UNESCO et dans d'autres agences des Nations Unies sont actuellement beaucoup trop faibles. **Le chemin à parcourir sera encore bien long avant que nous ayons pleinement conscience de n'appartenir qu'à un seul monde, un monde offrant une vie satisfaisante à tous les membres de la grande famille humaine.** Nous devons poursuivre sans relâche nos efforts pour améliorer le fonctionnement des organisations internationales, pour renforcer leur soutien et leur prestige et pour pouvoir recourir aux Nations Unies chaque fois que leur intervention est jugée efficace.

Quoiqu'il en soit, nous avons recueilli les fruits de la collaboration internationale à tous les niveaux. Je le constate dans le domaine de la science. Récemment, j'ai eu l'occasion de rencontrer trois scientifiques – le Japonais Hideki Shirakawa, et les Américains Alan Heeger et Alan MacDiarmid. Ensemble, ils ont remporté le Prix Nobel de chimie en 2000, ayant uni leurs efforts parce qu'ils appartenaient à des disciplines scientifiques différentes et venaient de pays différents, pour résoudre des problèmes auxquels ils ne trouvaient pas de solution séparément. Ensemble, ils ont fait des découvertes concernant des polyacétylènes conducteurs qui peuvent produire de grands avantages économiques. Ce n'est là qu'un exemple, mais c'est grâce à ce type de coopération internationale ouverte que des découvertes sont possibles, que des partenariats se forment et que des progrès sont réalisés. De même, dans le domaine économique, on constate que les barrières s'abaissent et que la coopération s'intensifie, pour le bien de tous.

Il est cependant urgent de resserrer encore cette coopération. Si la science nous apporte d'immenses promesses, elle accroît aussi les menaces qui pèsent sur nous. Ici même au Japon vous êtes bien placés pour parler de l'épouvantable pouvoir destructeur des armes nucléaires, or les armes thermonucléaires d'aujourd'hui sont cent fois plus destructrices que les bombes qui ont ravagé Hiroshima et Nagasaki. Les pays ont maintenant la capacité de détruire la totalité des villes, et même de rendre la planète entière dangereusement radioactive, peut-être même d'éliminer totalement la vie, retombant dans l'équilibre instable de la guerre froide, lorsque les superpuissances ne parvenaient à se protéger que grâce à la menace de destruction mutuelle. Dans la structure actuelle, aucune alternative convaincante à cette situation n'est parvenue à s'imposer, et pourtant cet équilibre est instable par nature : le monde entier pâtirait d'un conflit

nucléaire, l'agresseur ne profitant que d'un avantage tout relatif. Nous avons besoin d'un équilibre plus constructif que cette dépendance envers un climat de peur réciproque pour prévenir la catastrophe que représenterait une guerre thermonucléaire, et le potentiel destructeur des armes biologiques nous promet des effets sans doute aussi pervers.

Nous bénéficions d'une accalmie pour progresser, maintenant que la guerre froide s'est apaisée. Nous devrions saisir cette opportunité pour préparer une force de dissuasion plus efficace contre toute tentative de destruction catastrophique. Nous devrions sans plus attendre élargir l'autorité des Nations Unies chaque fois que cela présente des avantages et donner aux Nations Unies les pouvoirs nécessaires pour régler les différends internationaux. Chaque fois que la paix est perturbée par une flambée de violence, les Nations Unies devraient pouvoir intervenir et prendre le contrôle de la région contestée. Les Nations Unies ont besoin d'une armée réduite mais permanente, formée de volontaires de nombreux pays, qui puisse occuper rapidement un territoire lorsque des affrontements éclatent, de façon que la paix soit maintenue pendant que des négociations sont menées.

Pour que de telles interventions soient acceptables, il faut une meilleure prise de conscience internationale. C'est le meilleur moyen d'éviter l'augmentation des dépenses militaires des pays en armées et en systèmes de défense nationaux divers. Une tendance particulièrement encourageante est le nombre croissant des gouvernements démocratiques dans le monde. Il s'agit là d'un progrès capital, comme l'a montré Spencer R. Weart dans les études historiques qu'il a résumé dans son merveilleux livre *Never at War* ; il parvient à la conclusion que les gouvernements démocratiques sont rarement à l'origine d'agressions sur les autres, aussi est-ce une raison supplémentaire d'encourager le développement de gouvernements libres partout dans le monde.

Promouvoir des sociétés démocratiques est aussi important pour beaucoup d'autres raisons. Bien souvent, on constate que les régimes autocratiques mettent fin non seulement aux libertés individuelles, mais aussi au progrès économique de leurs peuples. Ce point a été démontré de manière spectaculaire à plusieurs reprises ces dernières années : ainsi en est-il du contraste opposant la dictature et la pauvreté noires de la République démocratique populaire de Corée, et la liberté et l'économie florissantes de la République de Corée.

Si nous abaissions les barrières entre les pays et en leur sein, bon nombre de nos entités internationales gagneraient en importance. Le nombre des entreprises multinationales irait croissant, leur propriété étant partagée entre les citoyens de nombreux pays. Les tarifs douaniers et autres restrictions artificielles se réduiraient, pour le profit du plus grand nombre, et la loyauté envers la communauté internationale pourrait augmenter.

Il faudra des efforts incessants pour construire des échanges internationaux à tous les niveaux, par exemple dans le commerce et les communications, dans la circulation des étudiants et des professeurs d'université et dans les échanges interculturels. Vous nous offrez, au Japon, un excellent exemple. Ce colloque témoigne de l'importance que vous accordez aux mécanismes aptes à resserrer les liens au sein de la grande famille humaine. Vous avez accueilli le siège de l'Université des Nations Unies, ce dont nous devrions particulièrement vous féliciter. Vous avez montré plus de retenue que d'autres pays dans vos dépenses militaires, préférant employer vos ressources de manière positive pour renforcer l'économie et la liberté et servir les besoins humains.

Nous espérons que l'exemple de votre soutien aux organisations des Nations Unies et à un investissement positif dans les besoins de l'humanité inspirera d'autres nations, pour un monde stable et paisible.

Je conclurai par une remarque importante à destination des jeunes. Les citoyens ont pour la plupart des loyautés à plusieurs niveaux : envers le *gun* ou la ville dans laquelle ils vivent ; envers le *ken* ou la préfecture ou l'état ; envers leur pays ; et envers les Nations Unies. Aujourd'hui une majorité de gens affirmeront que leur engagement le plus fort concerne leur pays. **J'espère que, lorsque vous, jeunes gens, prendrez les commandes, votre plus grande loyauté ira aux Nations Unies**, qui aura alors autorité sur le règlement des différends internationaux. Cette transition requiert toutefois tous vos efforts, vos patientes négociations et votre détermination.

Au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, le vote d'un tout petit pays très faiblement peuplé pèse légalement le même poids que celui d'un grand pays comme le Japon, les États-Unis ou la Chine, et une dictature a le même pouvoir électoral qu'une démocratie. Rares sont les dirigeants qui acceptent un jour d'accorder l'autorité suprême à une telle instance. Mais le plus grand pouvoir des Nations Unies est celui du Conseil de sécurité. A ce jour, cinq pays y disposent du droit de veto. Une telle structure est incapable de résoudre un différend si l'un de ces cinq pays est concerné et s'y oppose. Aussi devons-nous à la fois renforcer le soutien apporté aux Nations Unies dans ses structures actuelles avec le mandat renouvelé de son Secrétaire général, Kofi Annan, et, en même temps, parvenir à un amendement de la Charte des Nations Unies, afin que le pouvoir soit partagé de manière équitable et réaliste. Nous devons accorder aux Nations Unies l'autorité finale dans la résolution des problèmes internationaux. Nous devrions parvenir à une clause telle que le droit de voter aux Nations Unies exige que le pays votant s'engage à conserver, ou à évoluer vers, un régime démocratique. La plupart des autres questions peuvent être laissées à l'arbitrage de chaque pays membre, comme c'est le cas dans le Japon d'aujourd'hui. J'espère que chacun d'entre nous quittera ce colloque déterminé à consacrer tous les efforts possibles à renforcer l'Organisation des Nations Unies dans le sens que j'ai indiqué. Nous aurons ainsi de meilleures chances d'instaurer une paix durable dans le monde entier.

Discours du Secrétaire général des Nations Unies à l'occasion de la remise du prix Nobel de la Paix

Au XXI^e siècle, la mission de l'Organisation des Nations Unies sera, je crois, définie par une conscience nouvelle et plus profonde du caractère sacré et de la dignité de toute vie humaine, indépendamment de toute considération de race ou de religion. Il faudra pour cela que notre regard passe au-delà des frontières entre États et sous la surface des nations et des communautés. Nous devons, plus que jamais, nous donner pour tâche d'améliorer les conditions de vie des individus, hommes et femmes, qui font la richesse d'un État ou d'une nation et lui donnent son caractère unique.

[. . .]

De cette conception du rôle que doit jouer l'Organisation des Nations Unies au XXI^e siècle découlent trois priorités pour l'avenir : éliminer la pauvreté, prévenir les conflits et promouvoir la démocratie. Il faut un monde débarrassé de la

pauvreté pour que tous les hommes et toutes les femmes puissent exploiter leur potentiel. Il faut que les droits de l'homme soient respectés pour que les différends puissent être réglés dans l'arène politique, par des moyens pacifiques. Il faut un environnement démocratique, fondé sur le respect de la diversité et la concertation, pour que les individus puissent s'exprimer librement, choisir le gouvernement qui leur convient et jouir de la liberté d'association.

Source : Discours prononcé à l'occasion de la remise du prix Nobel par le lauréat du prix Nobel de la paix 2001, Kofi Annan, Oslo, 10 décembre 2001. ©The Nobel Foundation 2001.

Débat

On trouvera ci-dessous un résumé du débat du colloque.

Modérateur : Hisanori Isomura, Conseiller spécial auprès de l'UNESCO, présentateur à la NHK, Président de la Maison de la culture du Japon à Paris.

Intervenants :

Edward Ayensu, Président de la Pan-African Union for Science and Technology

Dragoljub Najman, Ancien Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les relations extérieures

Aminata Dramane Traoré, Ancienne Ministre de la culture et du tourisme du Mali

John S. Toll, Président du Washington College

Vichai Tunsiri, Ancien Vice-Ministre de l'éducation de Thaïlande

Anwarul Karim Chowdhury, Ambassadeur et Représentant permanent du Bangladesh auprès des Nations Unies

Tsutomu Kimura, Président de l'Institut national des diplômés universitaires du Japon

1. La diversité des identités et des cultures

Deux questions ont émergé dans le débat sur la diversité des identités et des cultures. La première était la perception de menaces pesant sur la diversité culturelle ; la seconde portait sur les moyens d'assurer le dialogue et la compréhension entre les différentes cultures.

Au sommet du G8 à Kyushu-Okinawa en 2000, les gouvernements japonais et français ont soutenu que la diversité culturelle, compte tenu de l'existence de traditions, de coutumes et de langues particulières dans les différentes sociétés, devait être respectée et protégée. Cette résolution suscita cependant l'opposition des États-Unis et du Royaume-Uni. Si la tendance actuelle se poursuit, les gens, de par le monde, mangeront tous des hamburgers, porteront des jeans et écouteront de la musique rock occidentale, aux dépens de leurs propres coutumes et traditions. De la même façon, la diversité culturelle s'estompant, la diversité des langues mondiales s'estompera également, l'anglais devenant le seul vecteur de communication. Les orateurs ont convenu qu'il était important à la fois de respecter et de protéger la diversité culturelle, cette diversité étant notamment une source d'enrichissement personnel et social.

Toutefois, s'il est important de respecter la diversité culturelle, il est également important de s'entendre sur certaines « valeurs fondamentales » communes aux différentes cultures, telles que la tolérance et le respect des autres traditions et cultures, pour que le dialogue et la compréhension soient possibles entre les peuples. Un écueil qui devrait être évité, et contre lequel l'UNESCO, en particulier, devrait porter ses efforts dans le cadre de ses programmes éducatifs et culturels, est le « fondamentalisme culturel », la conviction que certaines cultures, certaines langues ou certaines traditions, sont « meilleures » que les autres. C'est ce type de fondamentalisme culturel et d'intolérance qui a conduit à la destruction des statues géantes du Bouddha à Bamiyan, en Afghanistan, en avril 2001. L'UNESCO devrait prendre la tête de la promotion des valeurs fondamentales, telles que la tolérance et la protection de la diversité culturelle et du patrimoine culturel, pour que les peuples du monde puissent vivre en paix les uns avec

les autres dans un climat de respect mutuel.

Ces « valeurs fondamentales » communes seront probablement source de controverse, mais peuvent néanmoins être identifiées. Elles devraient être celles qui soutiennent la construction d'une « société ouverte », qui est une forme de société démocratique valorisant la liberté d'expression, le soutien aux droits de l'homme et la tolérance à l'égard des opinions différentes. Ces valeurs fondamentales font partie du courant principal du monde globalisé, et elles comprennent aussi d'autres valeurs, comme la nécessité de préserver et de protéger notre patrimoine mondial, nos ressources naturelles et notre environnement. Ces valeurs fondamentales peuvent être inculquées et renforcées grâce à l'éducation, le fondamentalisme résultant de la pauvreté et du manque d'éducation, sources d'isolement social et d'impréparation au dialogue avec les autres. Les programmes éducatifs devraient donc enseigner aux jeunes à respecter leurs cultures respectives et à mieux connaître les cultures, les langues et les traditions des autres, car davantage de savoir amène davantage de respect et de compréhension.

La discussion a également porté sur la thèse controversée de Samuel Huntington, exprimée dans son livre *Le choc des civilisations*, « choc » qui a toutes les chances d'être la cause des conflits futurs. Huntington dégage sept « civilisations », dont celle du Japon, et déclare que ces civilisations s'entrechoqueront à l'avenir dans la mesure où elles souscrivent à des valeurs différentes. Les orateurs ont rejeté cette thèse de Huntington. Tout conflit futur, ont-ils estimé, a de grandes chances d'avoir des causes économiques, aussi la véritable tâche est la réduction des inégalités économiques. Depuis cinquante ans, le fossé entre les riches et les pauvres, et entre le monde développé et le monde en développement, s'est profondément creusé, et cette inégalité croissante ne peut qu'exacerber les risques de conflit.

Les orateurs ont conclu que s'il était important de respecter et de protéger la diversité culturelle, il était également important d'établir le dialogue entre les différentes cultures, pour que les valeurs et les intérêts communs puissent être mis à nu. Le dialogue est le remède au danger de fondamentalisme culturel, qui méprise les cultures et les traditions des autres et provient de la pauvreté et du manque d'éducation. C'est pourquoi l'UNESCO devrait adjoindre à son message sur la nécessité de préserver et de respecter la diversité culturelle un second message soulignant l'importance du dialogue et de la compréhension interculturels dans la poursuite des objectifs communs, tels que la réduction de la pauvreté, de l'inégalité économique et de l'accès inégal à l'éducation et la nécessité de préserver le patrimoine culturel et l'environnement, de manière à limiter le risque de conflits futurs.

L'utilisation des nouvelles technologies, en particulier dans l'éducation, pourrait contribuer à instaurer ce climat de tolérance et de compréhension. L'éducation crée des opportunités, et, en particulier dans le monde en développement, les nouvelles technologies pourraient aider les sociétés à « sauter » certaines étapes du développement vécues par l'Occident, leur permettant ainsi d'éduquer un grand nombre de personnes très rapidement.

2. Pour l'égalité de l'accès, des ressources et des chances dans l'éducation

L'éducation, reconnue comme l'un des moyens les plus puissants d'améliorer les chances de vie meilleure et d'encourager la préservation de la diversité culturelle et de la

tolérance interculturelle, traverse actuellement une crise de financement et de ressources. Cependant, en dépit des défis qui se posent au système éducatif dans de nombreuses régions du monde, l'intégration des nouvelles technologies dans l'éducation, qui rend possibles la formation à distance et l'éducation non formelle, conduira à une meilleure efficacité et une meilleure productivité, en permettant à un nombre beaucoup plus élevé de personnes d'être éduquées que jamais auparavant.

Le « complexe éducatif » actuel – le système éducatif considéré dans sa globalité – emploie et sert plus de personnes que tout autre système construit par l'homme, mais il affronte aussi de sérieux défis. Plus d'1,5 milliard de gens dans le monde, un quart de l'humanité, sont illettrés, soit qu'ils n'aient pas reçu d'éducation, soit qu'ils aient reçu une éducation inadéquate. Ces personnes, tant adultes qu'enfants, ont besoin d'accéder à l'éducation si elles veulent améliorer leurs chances, et cet accès ne peut leur être offert que grâce aux nouvelles technologies et aux modes d'apprentissage non formel. Nombreuses sont les sociétés, notamment l'Inde et l'Irlande des dernières décennies, qui ont spectaculairement amélioré leurs perspectives économiques et leur compétitivité grâce à une éducation efficace. En Inde, l'Institut indien de technologie (IIT) fabrique des ingénieurs et des scientifiques sollicités dans le monde entier, tout comme les universités et les écoles polytechniques d'Irlande. Si bien que les sociétés japonaises et américaines font couramment réaliser en Inde la mise au point des logiciels, ce qui stimule beaucoup l'économie indienne et permet à ses habitants de prendre leur part d'une prospérité croissante.

Afin que les bienfaits de l'éducation puissent être généralisés, il devrait y avoir une plus grande volonté de recourir aux nouvelles technologies et aux méthodes d'apprentissage non formelles. L'apprentissage assisté par ordinateur faisant appel aux nouvelles technologies de l'information est peu coûteux et peut être ajusté aux besoins de chaque apprenant. L'élève le plus faible et l'élève le plus fort peuvent recevoir simultanément l'éducation dont ils ont besoin, car l'éducation peut être individualisée et l'élève réaliser ainsi rapidement son potentiel. Les méthodes d'apprentissage non formelles, qui comprennent des écoles mobiles se déplaçant dans les villages reculés, comme c'est le cas au Bangladesh, ont contribué à l'amélioration spectaculaire de l'éducation de base, en particulier chez les filles. C'est là un exemple de l'impact possible des méthodes d'éducation innovantes non seulement sur les chances des individus, mais aussi sur la forme future de l'économie et de la société, les filles parvenant elles aussi aux résultats éducatifs qu'on tendait traditionnellement à leur refuser.

Toutefois, si les orateurs se sont accordés sur les bénéfices d'une utilisation croissante des technologies de l'information dans l'éducation, des doutes ont été exprimés sur *le contenu* futur de l'éducation. L'éducation doit aussi développer des sentiments humanistes, des relations saines avec les autres et une certaine vision du monde ; elle ne porte pas uniquement sur l'apprentissage de la technologie. De même, l'éducation pourrait de temps à autres négliger son devoir de cultiver les individualités, surtout aux époques de développement national, lorsque l'éducation commune de tous est nécessaire. Au Japon, par exemple, les besoins en matière de développement national après la Seconde Guerre mondiale ont fait que les résultats moyens ont été améliorés grâce à un système d'éducation uniforme dispensé à tous. Il en a résulté que les besoins individuels ont parfois été négligés, et des mesures sont prises pour corriger cette situation.

Enfin, les orateurs ont insisté sur la nécessité d'un engagement plus fort des classes politiques et des sociétés en faveur de l'éducation, surtout dans le monde en développement. Compte tenu de l'accroissement de la demande, l'éducation doit réaliser plus avec un nombre plus réduit de ressources ; le recours aux nouvelles technologies, ainsi qu'à davantage d'éducation non formelle, peut être un moyen de répondre à cette demande. Les politiciens et les décideurs doivent cependant comprendre que les investissements dans l'éducation n'ont pas une profitabilité directe, comme c'est le cas dans d'autres secteurs de l'économie. Il leur faut adopter une perspective à long terme. Si les investissements sont sans doute plus longs à produire leurs fruits, ceux-ci viendront sous forme d'une productivité accrue et d'une main d'œuvre mieux formée et plus productive.

3. L'environnement mondial et l'éthique des sciences et des technologies

Une question dont l'urgence s'impose de plus en plus pour la communauté internationale, et s'imposera certainement toujours plus à l'avenir, concerne l'usage qui est fait des progrès de la science. La technologie est neutre, et peut être employée pour le bien et pour le mal, mais nous devons prendre conscience que notre planète est unique, et que si nous polluons et détruisons ce seul et unique bien du fait de nos activités, il n'y aura nulle part ailleurs où aller. Dans cet esprit, les orateurs ont soulevé des questions relatives à la sécurité alimentaire, aux effets de la pollution et du réchauffement planétaire, aux manipulations génétiques, et au développement et à la généralisation du consumérisme.

Actuellement, la pollution mondiale et la dégradation de l'environnement sont imputables en majeure partie aux pays industrialisés. Les forêts sont détruites dans le monde en développement pour nourrir les appétits des pays industrialisés. La pollution produite par le monde industrialisé nous affecte tous, parce qu'elle peut entraîner un réchauffement planétaire et des changements climatiques extrêmes. Ceux-ci provoquent des inondations et autres catastrophes, dont les pauvres sont les premiers victimes et subissent les conséquences. Bien que de nombreux sommets internationaux aient abordé ces questions, ils n'ont jusqu'à présent guère été suivis d'effets.

L'influence mondiale des économies de libre marché nécessite également plus d'attention. Actuellement, les pays en développement produisent des matières premières pour les pays développés, qui les paient aux prix du marché. Or les économies des pays en développement sont tributaires de la vente de ces matières premières, souvent sous forme d'une culture unique, ou monoculture, comme le café, le cacao ou le thé. Par suite, lorsque les prix de cette culture unique s'effondrent, les économies des pays en développement subissent des dommages considérables. Dans le même temps, la majeure partie de leurs terres arables ont été dévolues à des cultures destinées à l'exportation, ce qui provoque une dégradation des sols et une perte de capacité en production alimentaire.

Les pays en développement sont particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix des matières premières ainsi qu'aux flux internationaux des capitaux, qui échappent aujourd'hui au contrôle politique. Dans son ouvrage portant sur *La crise du capitalisme mondial*, le financier George Soros formule certaines critiques à l'égard de la situation actuelle, et nous devons les prendre au sérieux. Néanmoins, il nous faut aussi reconnaître qu'aujourd'hui le comportement du marché mondial échappe au contrôle des gouvernements nationaux ou des groupes de gouvernements ; aussi, pour minimiser les

crises financières résultant des fluctuations monétaires ou des changements dans la consommation des matières premières, nous devons nous montrer plus modestes dans nos modes de consommation et nos attentes consuméristes. Un pays en développement tel que la Thaïlande ne devrait pas chercher à s'isoler de l'économie mondiale, mais rester au contraire économiquement ouvert tout en s'efforçant d'être plus indépendant et plus équilibré dans son développement économique interne, notamment en réduisant sa dépendance vis-à-vis d'un secteur unique, comme celui des cultures d'exportation, par exemple.

Enfin, les enjeux du progrès scientifique et technologique sont élevés, puisque la population du monde continue d'augmenter et devrait atteindre les dix milliards d'ici 2050. Cette population croissante doit être nourrie, et il est fort possible que les formes d'agriculture intensive qui sont décriées aujourd'hui, et qui ont eu des conséquences fâcheuses en matière de sécurité alimentaire, comme de nourrir des vaches avec des produits animaux dérivés au lieu d'herbe et de foin, devront être poursuivies ou développées. De manière analogue, les expériences dans le domaine des modifications ou des manipulations génétiques devront sans doute se poursuivre pour produire de nouveaux médicaments et de nouveaux traitements médicaux, ou pour mettre au point des variétés plus efficaces de blé, de riz et d'autres cultures. Ces questions ont l'une comme l'autre de profondes implications éthiques, contredisant même certains principes moraux proscrivant les modifications ou les manipulations génétiques ou interdisant d'alimenter des animaux avec les restes industriels d'autres animaux. Ce sera à la nouvelle génération de décider comment résoudre au mieux ces contradictions d'ordre éthique.

4. Conclusions

Les participants au colloque ont été invités à faire part de leurs conclusions concernant les principaux défis qui se posent aux générations futures et aux enfants du XXI^e siècle. Leurs remarques ont porté sur les promesses et les menaces de la science et de la technologie, la nécessité de protéger et de préserver le patrimoine culturel et la diversité culturelle, notamment en sensibilisant les jeunes aux valeurs et aux responsabilités héritées du passé, ainsi qu'à l'interdépendance grandissante de notre monde, qui, s'il doit prospérer en paix, aura besoin d'un engagement renforcé envers la coopération et la solidarité internationales, particulièrement dans le domaine de l'éducation.

La science et la technologie sont sources à la fois de menaces et de promesses nouvelles. Une de ces menaces est la destruction réciproque à l'occasion d'un conflit ; parmi les promesses figure la possibilité d'assurer une plus grande richesse, une meilleure santé et une meilleure qualité de vie grâce à des découvertes et des démarches nouvelles. La technologie est semblable au feu : on peut s'en servir pour cuire un repas ou pour brûler une maison. A nous de choisir ce que nous voulons en faire. Un exemple de la manière dont la science et la technologie pourraient être, à l'avenir, employées à résoudre les problèmes d'aujourd'hui, réside dans l'utilisation potentielle de l'environnement marin, actuellement sous-exploité, pour l'agriculture vivrière. Un autre est la possibilité, grâce aux manipulations génétiques, de mettre au point des médicaments et des traitements médicaux nouveaux. Nous devons avoir l'esprit ouvert face aux progrès de la science, juger chacun sur ses mérites et choisir la voie la plus rentable et la plus acceptable sur le plan éthique.

La nécessité de protéger et de préserver le patrimoine culturel et la diversité culturelle et de comprendre et d'approfondir nos identités et nos valeurs culturelles est également importante. Le patrimoine et la diversité culturels sont à l'origine de ce que nous sommes et du sens que nous avons de nous-mêmes ; notre compréhension de ce que nous sommes et nos valeurs sont nos seuls guides dans la manière de nous conduire. Une prise de conscience plus forte de celles-ci peut nous aider tous à vivre en paix grâce au libre dialogue avec les autres, et un engagement à l'égard de l'éducation, et le rejet de l'intolérance, peuvent contribuer à atteindre cet objectif. Il est important que les jeunes, en particulier au Japon, se sentent à l'aise dans leurs propres valeurs et traditions et ne copient pas aveuglément les autres.

Nous vivons aujourd'hui dans un « village mondial ». Le monde est de plus en plus interdépendant et interconnecté, et les décisions devraient être prises dans l'intérêt de tous et non dans celui d'un seul pays ou d'un seul groupe. Cela appelle un engagement renforcé à l'égard du dialogue, de la tolérance et de la compréhension. Pour réaliser cet engagement renforcé, l'éducation et la solidarité éducative entre les pays ont un rôle important à jouer. Mais il en est de même d'un engagement vis-à-vis de la réduction des inégalités économiques, de la réduction du consumérisme et de la protection de notre environnement commun et de nos ressources communes.

Enfin, des moyens plus efficaces doivent être trouvés pour réaliser ces idéaux. L'UNESCO et le système des Nations Unies dans son ensemble ont là un rôle important à jouer, et, au fil des ans, l'Organisation est parvenue à une série impressionnante de décisions et d'analyses de nos défis et problèmes communs, intégrés, par exemple, à la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention relative aux droits de l'enfant et les Décennies du développement. Le problème a été de faire appliquer les décisions prises et de concrétiser les espoirs exprimés dans ces textes. Cela aussi sera la tâche des générations futures.

Discours de clôture

Tetsuhisa Shirakawa

Secrétaire général de la Commission nationale japonaise pour l'UNESCO

J'aimerais, au nom de la Commission nationale japonaise pour l'UNESCO, vous remercier tous chaleureusement d'avoir participé à ce colloque international commémorant le 50^e anniversaire de la participation du Japon à l'UNESCO.

Le thème de ce colloque était le « Message aux enfants du XXI^e siècle », un message de la plus haute importance, tant dans sa portée que dans sa profondeur. Nos discussions ont porté sur trois points : la diversité des identités et des cultures ; l'égalité de l'accès, des ressources et des chances dans l'éducation ; l'environnement mondial et l'éthique de la science et de la technologie.

L'Acte constitutif de l'UNESCO déclare que « l'Organisation se propose de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité, en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations ». Dix ans après la fin de la guerre froide, nous sommes toujours aux prises avec la pauvreté, les conflits régionaux et la dégradation de l'environnement. Nombreux sont les défis que nous devons relever. L'UNESCO s'attaque activement à ces problèmes mondiaux, et les jeunes du XXI^e siècle devraient recevoir un message clair leur permettant d'affronter leurs responsabilités et de résoudre du mieux qu'ils pourront ces problèmes et d'autres.

Nous avons assisté à un échange d'idées stimulant et fructueux concernant les activités que l'UNESCO devrait entreprendre au XXI^e siècle. Nous avons, je le pense, indiqué la direction que l'Organisation pourrait donner à ses activités futures. Quant à nous, membres de la Commission nationale japonaise pour l'UNESCO, nous sommes prêts à coopérer et à contribuer à ces activités.

Je vous remercie une fois encore de votre participation au colloque d'aujourd'hui.

Références bibliographiques

Livres

Delors, Jacques (dir. publ.), *L'éducation : un trésor est caché dedans, Rapport de la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt-et-unième siècle*, Paris, Éditions UNESCO, 1996.

Dialogue among Civilizations, The Round Table on the Eve of the United Nations Millenium Summit, Paris, Éditions UNESCO, 2001.

Etzioni, Amitai, *The New Golden Rule: Community and Morality in a Democratic Society*, New York, Basic Books, 1997.

Huntington, Samuel P., *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997.

Le patrimoine mondial aux mains des jeunes, Paris, Éditions UNESCO, 1998.

Pérez de Cuéllar, Javier (dir. publ.), *Notre diversité créatrice : Rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement*, Paris, Éditions UNESCO, 1996.

Popper, Karl, *La société ouverte et ses ennemis*, 2 vol., Paris, Seuil, 1990-1991.

Soros, George, *La crise du capitalisme mondial. L'intégrisme des marchés*, Paris, Plon, 1998.

Toffler, Alvin, *Le choc du futur*, Paris, Denoël, 1987.

Weart, Spencer R., *Never at War: Why Democracies Will Not Fight One Another*, New Haven, Connecticut, Yale University Press, 1998.

Conventions, déclarations et résolutions

Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par la résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 10 décembre 1948.

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté et ouvert à signature, à ratification et à adhésion par la résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 16 décembre 1966.

Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par la résolution 44/25 de l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989.

Déclaration et Programme d'action sur une culture de la paix, résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 6 octobre 1999.

Déclaration du millénaire des Nations Unies, résolution adoptée par l'Assemblée générale le 13 septembre 2000 (A/RES/55/2).

Action 21, adopté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED - le "Sommet de la Terre"), Rio de Janeiro, 1992.

Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa vingt-neuvième session, le 11 novembre 1997.

Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies 21 novembre 2001 (A/RES/56/6).

Pour l'égalité de l'accès, de ressources et des chances dans l'éducation

Dragoljub Najman

Le message que j'adresse aux enfants et aux jeunes du XXI^e siècle est un encouragement à devenir des combattants actifs dans la guerre contre l'ignorance et pour une meilleure qualité de vie grâce à l'éducation. Ils ne réussiront dans cette tâche que s'ils ont une idée claire de la situation d'aujourd'hui et de ce qui doit être fait.

I Le droit à l'éducation

L'éducation est reconnue comme un *droit humain fondamental* par trois importants traités internationaux garantissant des droits économiques et sociaux. L'éducation primaire universelle, gratuite et obligatoire fait partie des droits les plus clairement reconnus par l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948. L'éducation doit être considérée et traitée comme un droit appartenant non pas seulement à un groupe d'âge spécifique – qui se limiterait à l'enfance et à la jeunesse – mais à tous les groupes d'âge, depuis la naissance jusqu'à la vieillesse. Le respect de ce droit peut prendre bien des formes.

Le droit à l'éducation a été proclamé par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) et réitéré par la Convention relative aux droits de l'enfant (1989). Ces deux traités reconnaissent que l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur doivent être accessibles à tous, et aller de pair avec la progressive gratuité de l'éducation. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels reconnaît également le droit des personnes n'ayant pas achevé leur éducation primaire à une éducation de base de la « seconde chance ».

- Des progrès énormes ont été accomplis dans le respect de ces droits, mais la privation d'éducation reste fréquente chez les adultes. Dans les pays industrialisés, les plus de 25 ans avaient bénéficié en moyenne, en 1992, de 10 ans de scolarisation. Cette moyenne n'était que de 3,9 ans dans les pays en développement, tombant même à moins de 2 ans dans 30 pays – dont 25 pays d'Afrique. Ces chiffres indiquent clairement et sans ambiguïté que des centaines de millions d'adultes n'ont pas eu la chance d'accéder à l'école ou l'ont quittée avant d'avoir acquis des connaissances de base en alphabétisation et en calcul.

- Près d'1,5 milliard d'enfants et d'adultes sont soit analphabètes, soit en passe de le devenir. Ce chiffre grossirait encore si on appliquait une définition plus rigoureuse de l'analphabétisme : les experts considèrent en effet qu'un minimum de six années d'éducation primaire est nécessaire pour être définitivement alphabétisé – et non quatre ou cinq ans d'école comme c'est le cas actuellement.

- Abandonner l'école avant d'avoir achevé cinq ou six ans de primaire signifie que le coût de ces années d'éducation est quasiment gâché – pour le pays et pour les familles.

- Si la pauvreté ne recule pas, le nombre absolu des analphabètes continuera d'augmenter et le taux de scolarisation dans le primaire de baisser. Reconnaître le droit à l'éducation est avant tout affaire d'équité. Sa non-reconnaissance n'a pas les mêmes conséquences pour tous. Les femmes sont plus touchées que les hommes, les pauvres plus que les riches et les minorités ethniques plus que les majorités dominantes. Garantir le droit de tous à l'éducation revient donc à garantir l'équité dans l'éducation.

La réalisation de l'éducation primaire universelle devrait être un objectif de première priorité dans tous les pays. Les cibles fixées et les engagements pris jusqu'à ce jour par la communauté internationale en faveur de l'éducation primaire universelle sont cependant bien loin d'avoir été réalisés. La Deuxième stratégie du développement adoptée en 1971 par les Nations Unies avait ainsi fixé à 1980 la date de la réalisation de la scolarisation universelle. Lors de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, qui s'est tenue à Jomtien en 1990, ce délai a été repoussé à 2000 (l'accent étant mis cette fois, outre la scolarisation universelle, sur l'achèvement des études primaires). Le Sommet mondial pour les enfants de 1990 a fixé une cible plus explicite en matière de scolarisation universelle d'ici 2000, mais la cible en matière d'achèvement était réduite à 80 %. La Conférence internationale sur la population et le développement de 1994 a repoussé ensuite la cible de quinze ans, jusqu'en 2015.

Le Forum mondial sur l'éducation réuni à Dakar (Sénégal) en avril 2000 a adopté un Cadre d'action qui fixe les objectifs suivants :

1. développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés ;

2. faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme ;
3. répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante ;
4. améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente ;
5. éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite ;
6. améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables – notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.

Si la communauté internationale veut réaliser ces objectifs particulièrement ambitieux, elle doit prendre des mesures radicales en matière d'éducation formelle, et soutenir plus vigoureusement encore l'éducation de ceux qui sont aujourd'hui analphabètes et continueront de l'être.

II Le complexe éducatif mondial

Les médias évoquent fréquemment l'existence d'un « complexe militaire et politique ». Les articles en cause parlent des pressions exercées par ce complexe sur les gouvernements des États-Unis ou de la Fédération de Russie, voire sur des gouvernements moins puissants. Nous savons tous en quoi consiste ce « complexe militaire et politique », et beaucoup d'entre nous ont une idée précise de son influence et de la manière dont il exerce ses pressions.

Nous sommes beaucoup moins nombreux, par contre, à avoir conscience qu'il existe un complexe éducatif mondial. Rares sont ceux, même au sein du système éducatif, qui se rendent compte du pouvoir que représente ce complexe et du nombre d'individus concernés. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le nombre des scolarisés à tous les niveaux de l'éducation formelle atteignait un total incroyable de 1,25 milliard d'élèves et d'étudiants en 1997. Il n'était que de 620 658 000 en 1970. Cela représente une augmentation de plus de 600 millions d'élèves et d'étudiants scolarisés dans le monde au cours des trente dernières années. Au cours de la même période, le nombre des enseignants est passé de 26 millions en 1970 à 59 millions à tous les niveaux du système en 1997. Le complexe éducatif mondial pouvait donc être estimé à 1,3 milliard d'élèves et d'enseignants en 1997.

Le complexe éducatif mondial n'est sans doute pas le système le plus riche du monde, mais il dépense des sommes d'argent colossales. En 1997, le montant total des dépenses publiques dans l'éducation atteignait près de 1,4 milliard de dollars des États-Unis. Il est intéressant de désagréger ce chiffre et de constater que plus de 1,170 milliard de dollars étaient dépensés dans les pays de l'OCDE, contre quelque 200 milliards de dollars dans les pays en développement – soit une dépense de 1 038 dollars des États-Unis par habitant dans les pays développés, et de 43 dollars des États-Unis seulement dans les pays en développement !

Pour obtenir une image plus complète du complexe éducatif mondial, il convient de tenir compte aussi d'une part, de l'éducation non formelle sous ses différents aspects, et d'autre part, des dépenses éducatives privées, qui ne sont pas comprises dans le montant des dépenses publiques. Il est clair que nous parlons là du plus gros complexe mondial, et même du plus vaste système influant sur les vies et l'avenir de millions d'êtres humains. Or, ce complexe traverse une période de crise.

III La crise mondiale de l'éducation

Ce serait une erreur de croire que la crise éducative mondiale a débuté en 1967, date où cette expression fut employée pour la première fois, lorsque fut présenté, à la Conférence de Williamsburg, un texte précisément intitulé « La crise mondiale de l'éducation ». Son auteur était Philip Coombs, alors directeur de l'Institut international de planification de l'éducation, créé par l'UNESCO. Plusieurs hauts fonctionnaires

du secteur de l'éducation de l'UNESCO avaient participé à la préparation de ce document. Lorsque, à la Conférence de Williamsburg, l'expression « crise mondiale de l'éducation » fut employée, ni les participants, ni les rédacteurs du projet de document n'imaginaient que six mois plus tard, les étudiants des pays développés, tout comme ceux des pays en développement, manifesterait – de façon plus ou moins brutale – leur insatisfaction tant à l'égard du système éducatif que de la société en général.

Lorsque, rétrospectivement, on repense aux événements de 1967 et de 1968, il est intéressant de rappeler les discussions qui ont entouré ce terme et la crise elle-même. Chez ceux qui participèrent à ces discussions, une forte minorité s'opposait à l'emploi du mot « crise » pour qualifier la situation dans laquelle se trouvaient les systèmes éducatifs. Une majorité la trouvait par contre justifiée. Les événements leur donnèrent raison. De Berkeley à Paris, de Kinshasa à Addis-Abeba, l'ensemble du système éducatif, de l'enseignement supérieur à l'enseignement secondaire et même parfois à d'autres formes d'éducation, entrèrent dans une crise ouverte. Le public comprit très clairement les contradictions du système éducatif et le monde prit conscience qu'il fallait faire quelque chose pour l'éducation dans l'ensemble des pays.

Nombreux sont ceux qui pensent qu'après les violents événements de la fin des années soixante, la crise mondiale de l'éducation a pris fin. Rien ne peut être plus éloigné de la réalité. Le moindre événement affectant le système éducatif incite les étudiants, et parfois même les enseignants, à descendre dans la rue. Plusieurs exemples, ces dernières années, ont montré à quel point il est difficile et compliqué de traiter avec les systèmes éducatifs, preuve que la crise mondiale de l'éducation est toujours là et que les administrateurs, les hommes politiques et les éducateurs doivent prendre conscience de cette réalité, continuer d'en analyser les causes et rechercher des solutions.

Mais penchons-nous de plus près sur les caractéristiques précises de cette crise mondiale de l'éducation. Les sections qui suivent examinent cinq éléments principaux de la crise.

1. L'inefficacité interne

Bien entendu, nous n'évoquerons ici que l'éducation formelle, pour laquelle nous disposons de systèmes de mesure et de la capacité d'évaluer les entrées et les sorties, où des objectifs officiels ont été fixés de manière explicite et où on peut les quantifier grâce aux notes, examens, mentions, niveaux et paliers mis en place à chaque étape du parcours éducatif.

Je pense que le problème de l'inefficacité interne des systèmes éducatifs est certainement un des aspects les plus préoccupants de la crise mondiale de l'éducation. Imaginons un seul instant ce qui se produirait si plus de 50 % des ponts construits dans le monde s'effondraient le lendemain de leur inauguration, ou si plus de 50 % des malades entrant à l'hôpital en ressortaient pour se diriger vers le cimetière, ou ce qui se produirait dans le monde si plus de 50 % des maisons s'écroulaient quelques jours après la fin de leur construction. Il est certain que des événements de cette ampleur susciteraient aussitôt la création de tribunaux spéciaux pour condamner les ingénieurs, les médecins et les architectes à de lourdes peines de prison, au moins.

Or, on ne sait trop comment, dans nos systèmes éducatifs, nous nous sommes habitués à des événements de ce genre, et nous les considérons même comme allant de soi.

L'inefficacité interne du système concerne des objectifs fixés par le système lui-même :

- le système fixe le niveau de connaissances nécessaire pour passer d'un niveau à un autre ;
- le système fixe le niveau de connaissances nécessaire pour réussir aux différents examens ;
- le système décide quelles notes doivent obtenir les élèves pour passer du niveau 1 au niveau 2, du niveau 2 au niveau 3, et ainsi de suite ;
- le système décide du niveau final qui doit être atteint par les élèves et les étudiants à la fin de chaque cycle de l'enseignement général et technique.

Or, alors que tous ces paramètres ont été définis par le système lui-même, la seule conclusion à laquelle on parvient est que ces critères et ces niveaux établis par le système ont pour résultat immédiat que les enfants redoublent des classes et abandonnent le système. On peut supposer sans risquer de se tromper que, dans la majorité des cas, il ne s'agit nullement d'enfants stupides et incapables. Ces résultats sont donc l'aboutissement d'un système éducatif mal planifié et constitué d'enseignants sous-qualifiés, d'un système qui n'a pour autre but qu'une sélection élitiste.

Pris ensemble, abandons et redoublements augmentent les coûts de l'éducation pour le pays et pour les familles. En Afrique subsaharienne, vingt-cinq pays investissent au moins 50 % de plus pour chaque « diplômé » de l'école primaire que ce ne serait le cas s'il n'y avait ni abandons ni redoublements.

Vu le niveau des dépenses éducatives, on comprend aisément que ce sont actuellement des milliards et des milliards de dollars qui sont dépensés pour produire des élèves redoublants et des élèves abandonnant le système. Il faut prendre en considération le problème des redoublements et des abandons à la fois du point de vue éducatif et du point de vue des conséquences psychologiques de ces disfonctionnements pour les élèves, d'une part, et, d'autre part, du point de vue des conséquences financières et économiques qui alourdissent les coûts de l'éducation et entraînent un gaspillage.

Les redoublements sont plus fréquents en Afrique, où, dans de nombreux pays, plus du quart des élèves du primaire sont des redoublants. Le redoublement est souvent un moyen de s'assurer qu'un enfant pourra accéder à un établissement secondaire, où le nombre des places est limité, mais il engendre une ou plusieurs années supplémentaires en terme de coût pour les familles et de charge pour les contribuables – et le redoublant accapare une place qui aurait pu bénéficier à un enfant non scolarisé.

Réduire les taux d'abandon nécessitera une étude consciencieuse des raisons de ces abandons. Ce sont souvent les mêmes que celles qui empêchent totalement d'autres enfants de fréquenter l'école. Dans les pays en développement, les enfants quittent souvent l'école prématurément pour gagner un salaire ou travailler sur l'exploitation familiale. Dans la plupart des pays d'Asie, plus de 80 % des enfants vont jusqu'au bout de l'éducation primaire. En Afrique, en revanche, les taux d'abandon sont élevés : 67 % seulement des enfants scolarisés dans le primaire achevaient un cycle de 4 ans en 1994. La moyenne est de 96 % dans les pays industrialisés, alors qu'elle n'est que de 74 % dans l'ensemble des pays en développement.

La clé de la réduction des taux de redoublement réside dans des stratégies d'intervention précoces : suivi régulier des performances ou soutien additionnel aux enfants retardataires. Des réformes à plus long terme sont également nécessaires, telles qu'une réforme des programmes scolaires et l'amélioration des programmes de formation et de remise à niveau des enseignants. La réduction des abandons et l'augmentation de la scolarisation sont, certes, des problèmes de nature socio-économique, mais ils témoignent aussi de la nécessité de rendre l'école plus pertinente et plus stimulante pour les élèves.

Outre des changements dans les programmes scolaires et les méthodes pédagogiques, d'autres mesures peuvent être la réduction, voire la suppression des droits de scolarité dans l'école primaire. Dans les zones rurales, les horaires et le calendrier scolaires devraient être mieux adaptés au rythme des besoins familiaux de main d'œuvre enfantine à la maison et aux champs. Dans les régions où la malnutrition est élevée, les écoles devraient fournir un repas nutritif, de façon à réduire le coût alimentaire pour les familles. Cela améliorerait les résultats des élèves : en effet, on n'apprend pas avec le ventre vide.

2. L'inefficacité externe

En réalité, les systèmes éducatifs sont incapables de s'adapter aux besoins de la société et de leur environnement, bien qu'on puisse également dire que la société est incapable d'exprimer avec quelque degré de précision ce qu'elle attend des systèmes éducatifs. Les sociétés commerciales, les administrations, les usines et les entreprises sont incapables de préciser le profil des « produits » qu'ils aimeraient recevoir du système éducatif.

Mais, d'un autre côté, le fossé qui sépare le système éducatif de la vie réelle est si large que rien ne justifie l'état actuel des choses. Et nous ne parlons pas ici de production, d'entreprises, d'usines, de sociétés commerciales seulement ; nous ne parlons pas de la formation des individus à une vie professionnelle. C'est là une tâche relativement aisée pour le système éducatif. Ce qui est en jeu, c'est la formation générale des hommes et des femmes, le rôle du système éducatif dans la préparation des enfants, des élèves et des adultes non seulement à la vie d'aujourd'hui, mais aussi à celle de demain. Lorsqu'on analyse le rôle joué aujourd'hui par le système éducatif dans la formation des personnes qui vivront dans les sociétés de demain, on est forcé de conclure que la part qu'il prend dans ce processus ne fait que se réduire. Les gens sont éduqués et formés par l'environnement, par les médias, par la famille. Le rôle de l'éducation formelle est de plus en plus limité. La question que nous devons poser est donc la suivante : combien de temps les sociétés continueront-elles de financer des systèmes éducatifs qui forment et produisent des enfants et des élèves dont le profil ne correspond pas aux besoins de la société ?

Pour résumer, les systèmes éducatifs ne préparent pas les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux, à la vie réelle. Et non seulement ils ne préparent pas à la vie d'aujourd'hui, mais ils ne préparent pas davantage à celle de demain.

3. Le développement quantitatif rapide des systèmes éducatifs

On pourrait parler, en fait, d'une explosion des systèmes éducatifs. Il s'agit d'un phénomène mondial, concernant aussi bien les pays développés que les pays en développement.

Je ne citerai que quelques chiffres. En 1950, il y avait au total 34 millions d'élèves dans l'ensemble des établissements secondaires du monde. Vingt ans plus tard, ils étaient 160 millions, et en 1997, près de 400 millions. Autrement dit, en 50 ans, le nombre des élèves du secondaire a été multiplié par douze.

En 1950, il n'y avait dans le monde que 6 millions d'étudiants dans l'enseignement supérieur. Ils étaient déjà 28 millions en 1970, et plus de 88 millions en 1997 ; ce qui signifie qu'au cours de la même période de 50 ans, le nombre des étudiants de l'enseignement supérieur dans le monde a été, à peu de choses près, multiplié par quinze.

Cette explosion quantitative des systèmes éducatifs mondiaux produit une série d'effets qui n'ont pas encore été pleinement analysés et dont il faudra tenir compte en formulant les politiques au niveau national et international.

4. L'augmentation de la demande éducative

L'éducation est désormais un domaine qui motive les gens, on peut même dire, les « masses ». Aujourd'hui, 22 % des habitants de la planète sont impliqués dans les systèmes éducatifs formels. Cela représente une masse incroyable de personnes, qui augmente chaque jour, et il n'y a pratiquement pas de fin à la demande toujours croissante d'éducation. Sans trop entrer dans les détails à ce stade, nous savons que cette demande est directement motivée par une demande de vie meilleure, de revenus plus importants et de plus forte participation à la vie politique et sociale du pays. La demande éducative ne devrait pas être considérée comme une demande irrationnelle qui ne déboucherait pas sur des résultats concrets. Cette demande toujours croissante doit être prise au sérieux lorsqu'on planifie le développement économique futur des pays, et en particulier le développement social. A ce stade, on ne peut pas prévoir si on arrivera à un point où la demande éducative sera considérée comme saturée.

5. L'inertie des systèmes éducatifs

C'est sans doute l'aspect majeur de la crise éducative. Des circonstances historiques et socio-économiques ont entraîné une inertie des systèmes éducatifs. C'est un problème que je me suis efforcé d'étudier pendant plusieurs années et j'ai tenté d'identifier quelques-unes de ses causes. Je crois que la principale raison de cette inertie des systèmes éducatifs est qu'ils sont historiquement – et demeurent essentiellement – des systèmes à forte intensité de main d'œuvre, tout comme les systèmes agricoles dans le passé. Pendant des siècles, les deux systèmes se sont appuyés sur le travail et la main d'œuvre ; dans un cas, il s'agissait de travail intellectuel, dans l'autre, de travail physique (cette distinction n'est pas indispensable à ma démonstration). Or il est clair qu'il est plus facile – et je dirais, moins douloureux – d'apporter des modifications dans les processus de production des systèmes à forte intensité de capital.

Bien entendu, je ne mets pas sur le même plan la production automobile et les systèmes éducatifs. Je m'efforce simplement d'analyser des processus objectifs. Il est beaucoup plus facile, dans une usine fortement automatisée, de modifier le produit final en modifiant les instructions données aux machines que de modifier les processus de production ou le produit final dans une usine où le travail est fourni par des êtres humains.

Il n'est donc pas surprenant que les changements intervenus dans l'éducation aient été si lents. Ce n'est pas par accident que l'on rencontre les mêmes résistances au changement dans l'éducation qu'en ont suscité, dans de nombreuses régions du monde, le développement de la mécanisation, de l'automatisation ou l'adoption de procédés de fabrication plus sophistiqués dans l'agriculture. « Mon père semait du blé ou du maïs (ou une autre culture) de cette façon et je vais faire de même » est une phrase familière, et on entend la même chose quand il s'agit d'éducation : « Je suis allé dans cette école ; j'ai été satisfait de ce qu'elle m'a apporté. Pourquoi la même école, enseignant avec les mêmes méthodes et dispensant le même type d'éducation, ne serait-elle pas bonne, et même meilleure, pour mon enfant ? »

Des changements radicaux se sont produits dans le secteur agricole lorsque l'agriculture a lentement évolué d'une activité à forte intensité de main d'œuvre en une activité à forte intensité de capital.

C'était le résultat à la fois du développement de la technologie et de la nécessité d'une productivité beaucoup plus élevée pour nourrir une population mondiale qui dépasse aujourd'hui les 6 milliards. Une agriculture à forte intensité de capital et fortement mécanisée nous permettra un jour de nourrir décentement la totalité de la planète.

De manière similaire, c'est en introduisant de nouveaux éléments au sein du processus éducatif que nous parviendrons à changer le système éducatif et à en réduire l'inertie. Les nouveaux éléments qu'il convient d'introduire sont les technologies de l'information et de la communication (TIC).

IV L'éducation pour tous

Pour réaliser l'important objectif de l'éducation pour tous, nous devons évaluer en toute franchise la situation actuelle, et apprécier clairement ce qui doit être fait. Il y a aujourd'hui dans le monde plus de 1,5 milliard d'analphabètes.

- 900 millions d'adultes de plus de 15 ans ;
- 250 millions d'enfants qui ne sont pas scolarisés ou qui quitteront l'école avant la fin de leur éducation primaire et qui rejoindront donc à 15 ans le groupe des adultes analphabètes ;
- plus de 300 millions d'adultes qui ont été à l'école, mais qui ont perdu la capacité de lire et d'écrire.

Selon mes estimations, les chiffres ci-dessus vont encore augmenter au fil des années dans la mesure où la croissance démographique mondiale intervient pour l'essentiel dans les pays les moins développés d'Afrique et d'Asie. Dans ces pays, on ne devrait pas s'attendre à une augmentation significative des ressources financières affectées à l'éducation ; c'est plutôt le contraire qui risque de se produire. L'Aide officielle au développement (AOD) décroît rapidement. Considérons les chiffres suivants :

- A l'époque du Plan Marshall (1947–1951), les États-Unis affectaient chaque année 2,5 % de leur PNB à l'aide extérieure.
- En 1960, les pays industrialisés consacraient 0,51 % de leurs PNB conjugués à l'AOD.
- En 1980, ce chiffre était tombé à 0,38 %.
- En 2000, la dépense n'est plus que de 0,24 %.

Rien ne permet d'espérer que ce montant augmente dans les années à venir. On ne devrait donc pas compter sur une augmentation de l'AOD en faveur de l'éducation.

La situation est-elle pour autant désespérée ? Ma réponse est non. Mais cela signifie que nous devrions rechercher résolument de nouvelles façons de parvenir à l'objectif de l'éducation pour tous. Quelques-unes de ces innovations sont décrites ci-dessous.

1. En faire plus avec moins en éducation formelle (scolaire)

Une poursuite linéaire du développement des systèmes éducatifs formels est totalement impossible. Cela s'applique aux pays développés comme aux pays en développement. A quoi fais-je allusion lorsque je dis que le développement linéaire des systèmes éducatifs est impossible ? Les systèmes éducatifs formels sont gouvernés par trois équations, qui sont appliquées systématiquement par l'ensemble des gestionnaires et des administrateurs éducatifs. On peut les résumer comme suit :

- pour ajouter 30 enfants à l'éducation primaire, on a besoin d'un enseignant de primaire et de 40 m² de bâtiments scolaires supplémentaires ;
- pour ajouter 30 élèves dans l'éducation secondaire, on a besoin d'1,3 enseignant nouveau et d'environ 60 m² de bâtiments scolaires supplémentaires ;
- pour ajouter 10 nouveaux étudiants dans l'enseignement supérieur, on a besoin d'un enseignant du supérieur et de quelque 100 m² de bâtiments d'enseignement supplémentaires.

Les ministres et les administrateurs de l'éducation doivent transformer les trois équations ci-dessus en non-équations en trouvant la manière et les moyens d'éduquer un plus grand nombre d'enfants et d'élèves avec un nombre plus réduit d'enseignants et en construisant moins d'équipements éducatifs nouveaux.

Nous devrions également analyser la durée de l'année scolaire et vérifier le nombre de jours que les enfants et élèves passent dans les écoles primaires et dans les établissements secondaires et supérieurs. Sur 365 jours que dure l'année civile, la plupart des enfants et des élèves de différents pays ne passent pas à l'école plus de 170 à 180 jours. Autrement dit, la durée réelle de l'année scolaire calculée en journées

d'étude dans les établissements d'enseignement correspond à peu près à la moitié de l'année civile.

Les administrateurs de l'éducation, les gestionnaires des systèmes éducatifs et les ministres de l'éducation pourraient, en comptant le nombre réel des jours de travail dans une année scolaire, utiliser à meilleur escient les équipements, les enseignants, les laboratoires, les bibliothèques, etc.

Il est important, également, d'analyser avec soin le nombre d'années que les enfants et les élèves passent dans l'éducation générale, ou dans ce qu'on pourrait appeler l'éducation pré-universitaire. Le système actuel, qui s'applique dans la plupart des pays du monde, exige des enfants et des jeunes qu'ils passent douze ou treize ans dans le primaire et le secondaire avant d'accéder aux établissements d'enseignement supérieur. On notera avec intérêt qu'aux États-Unis et dans la Fédération de Russie, l'éducation générale ne dure que dix ans au total, au terme desquels les jeunes peuvent accéder à l'enseignement supérieur. Cette réduction à dix ans de la durée de la formation générale n'a pas empêché les Américains et les Russes d'envoyer des gens dans l'espace et de réaliser d'importantes découvertes scientifiques dans leurs instituts de recherche. Les systèmes éducatifs pourraient réaliser des économies très substantielles en réduisant, après une analyse méthodique, le nombre total d'années que les enfants et les élèves ont à passer dans l'enseignement général avant d'accéder aux établissements de l'enseignement supérieur.

Une autre réforme pourrait porter sur un aménagement à la fois de la journée scolaire et de la semaine scolaire. Il faudrait réfléchir soigneusement à la nécessité pour les enfants de passer quasiment une journée entière et bien souvent six jours sur sept dans une salle de classe.

Une autre série de mesures touche à la nécessité de distinguer la fonction des écoles en tant qu'espaces de garde pour les enfants et les élèves de leur fonction purement éducative. Cela s'applique en particulier aux niveaux pré-primaire et primaire, mais parfois aussi au niveau secondaire. Il est clair que la durée de la journée scolaire et de la semaine scolaire répond souvent à la nécessité de placer les enfants et les élèves quelque part pendant que leurs parents sont au travail. La recherche pédagogique a prouvé depuis longtemps que les connaissances acquises par les enfants aux différents niveaux de l'éducation pourraient l'être pendant un temps beaucoup plus court que celui qui leur est dévolu dans les établissements scolaires aujourd'hui.

Il est important d'établir une distinction entre ces deux fonctions, dans la mesure où le rôle de garderie joué par l'école peut avant tout, la plupart du temps, être assuré ailleurs que dans les salles de classe, les locaux ou les bâtiments scolaires : dans les parcs, dans les forêts, à l'air libre, dans des activités de loisir. En outre, pour assurer la fonction de garderie de l'école, des enseignants qualifiés du primaire et du secondaire ne sont nullement nécessaires, de simples adultes suffisent à surveiller les enfants et les élèves tandis qu'ils pratiquent des activités sportives ou autres. Il va sans dire que la séparation des deux fonctions pourrait générer des économies considérables du point de vue de l'utilisation des locaux et des bâtiments scolaires.

Cela nous amène à la nécessité d'analyser soigneusement le taux d'utilisation des bâtiments scolaires, des laboratoires et des bibliothèques dans chaque pays et chaque région, chaque district scolaire et chaque ville. Cette analyse devrait préciser le pourcentage d'utilisation des différents bâtiments scolaires, mais elle pourrait aussi être utilisée pour indiquer comme leur utilisation pourrait être rationalisée et dans quelle mesure, en fait, un district scolaire, une ville ou un système scolaire ont besoin de bâtiments scolaires, de laboratoires ou de bibliothèques supplémentaires.

J'ai eu l'occasion d'analyser les besoins en nouveaux bâtiments pour l'université nationale dans la capitale d'un petit pays d'Asie, et je suis parvenu à la conclusion, en même temps que le président de cette université, que le taux d'utilisation des bâtiments universitaires était d'environ 22 %. J'ai obtenu ce résultat très facilement en notant le nombre de jours, de semaines et d'heures où les bâtiments d'enseignement, les laboratoires et les bibliothèques étaient vides de tout occupant, sans aucun étudiant pour suivre un cours, effectuer un exercice ou consulter un livre en bibliothèque. Dans de nombreux pays, en particulier les pays en développement, la situation est analogue à celle de ce petit pays d'Asie auquel je fais allusion. Il est difficile d'exiger des fonds publics pour la construction de bâtiments supplémentaires alors que les structures existantes sont utilisées dans des proportions aussi faibles.

Une autre mesure qui doit être envisagée lorsqu'on étudie une réduction des coûts et lorsqu'on s'efforce de transformer les équations notées plus haut en non-équations, est l'analyse précise du nombre de jours et de semaines de travail des enseignants à tous les niveaux. Il serait intéressant, dans les différents districts scolaires, écoles individuelles et pays, de déterminer la charge de travail réelle des enseignants des niveaux primaire, secondaire et supérieur. L'analyse de la charge de travail aux différents niveaux

d'enseignement devrait, bien entendu, prendre en compte la question de l'utilisation de l'école comme garderie. La question de savoir combien de temps les enseignants des différents niveaux consacrent à la garde d'enfants et combien de temps ils consacrent à leurs tâches pédagogiques et éducatives se justifie pleinement ici.

Les ratios maître/élèves devraient également être réévalués. En premier lieu, on doit se demander si un pays sous-développé peut se permettre les mêmes ratios maître/élèves qu'un pays développé. La deuxième question à se poser est : y a-t-il, pour commencer, une justification pédagogique aux ratios maître/élèves ? En réalité, au fil des années, sous la pression des syndicats enseignants, la réduction des ratios maître/élèves est devenue un objectif. La recherche n'a cependant produit aucune preuve que, en réduisant simplement les ratios maître/élèves, on obtient de meilleurs résultats pédagogiques. Ce que la recherche a montré, c'est que l'enseignant obtient d'excellents résultats en menant un travail individuel avec les élèves lorsque le groupe n'excède pas 8 ou 9 élèves. Lorsqu'il compte 10 élèves ou davantage, le travail individuel en classe devient impossible et l'enseignant est obligé de travailler avec l'ensemble du groupe. A partir de là, que le groupe se monte à 15, 20, 25, 30, voire 35 élèves, importe peu d'un point de vue pédagogique. Néanmoins, les enseignants, pour des raisons aisément compréhensibles, préfèrent avoir moins d'élèves à la fois. Mais cela n'a absolument rien à voir avec des résultats confirmés par la recherche pédagogique, ni avec les résultats individuels finaux obtenus par les enfants et les élèves dans une classe.

L'autre mesure importante qui devrait être envisagée par le système éducatif est l'amélioration de la fluidité, et, par suite, de la rentabilité du système en prenant la totalité ou quelques-unes des mesures proposées ci-dessous.

- La mesure la plus évidente semble la réduction et la suppression progressives du redoublement, d'abord dans l'éducation primaire, puis dans l'enseignement secondaire. Le fait que le redoublement ait été totalement éliminé dans plusieurs pays, aussi bien développés qu'en développement, constitue la meilleure preuve que cet objectif peut être atteint. Les enfants d'un pays A ne sont certainement pas plus intelligents que ceux d'un pays B. C'est une question de volonté politique : la décision doit être prise *de modifier et d'adapter les programmes aux enfants*, au lieu de s'entêter vainement à adapter les enfants aux programmes, pour finir, lorsqu'on n'y parvient pas, par les forcer à redoubler. Le redoublement est un fléau dans tous les pays où il se pratique, et en particulier dans les pays où un pourcentage élevé d'enfants et d'adolescents sont contraints de redoubler. C'est un gaspillage non seulement d'argent, mais aussi de ressources humaines, qui affecte profondément la personnalité et l'avenir des enfants et des jeunes lorsque, alors qu'ils ne sont pas fautifs – dans la grande majorité des cas –, ils sont obligés de redoubler un niveau au cours de leur éducation scolaire.
- Le corollaire de la suppression du redoublement, qui constitue une étape dans l'amélioration de la fluidité éducative, serait la promotion rapide des enfants doués au sein du système éducatif. Des règles devraient être fixées pour permettre aux enfants de passer du niveau 1 au niveau 3, puis au niveau 5, etc., s'ils montrent des aptitudes exceptionnelles et s'ils ont la maturité psychologique et physique pour sauter des classes. La promotion systématique des élèves doués non seulement représentera une économie financière potentielle considérable, mais empêchera aussi ces enfants de s'ennuyer dans un environnement qui, pour différentes raisons, est en dessous de leur niveau d'intérêt.
- Enfin, les abandons doivent être réduits. Le problème des abandons est bien sûr beaucoup plus difficile à résoudre que celui des redoublements. Il y a de nombreuses raisons qui font qu'un enfant quitte le système scolaire. Et beaucoup n'ont rien à voir avec les activités pédagogiques offertes par le système, mais ont des causes sociales et économiques profondes. On doit cependant reconnaître que les recherches en la matière sont insuffisantes, et qu'il faudra, pour parvenir à une meilleure rentabilité et fluidité des systèmes éducatifs, réaliser d'abord une analyse minutieuse des raisons qui poussent les élèves à les quitter, et ensuite, prendre et promouvoir une série de mesures aboutissant à une réduction progressive du nombre des abandons.

2. Les promesses et le potentiel des TIC

Après des dizaines d'années de résistance ouverte ou larvée, le temps est finalement venu d'une utilisation massive des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation. Les technologies de l'information et de la communication sont un instrument de réduction des coûts et d'amélioration de

l'efficacité des systèmes éducatifs. L'utilisation de techniques pédagogiques de pointe, en particulier la télévision, la télévision en circuit fermé et les ordinateurs, a donné des résultats très satisfaisants selon les points de vue suivants :

- 1 La technologie éducative augmente l'efficacité du système. En effet, l'utilisation des ordinateurs dans l'éducation prévient et dans la pratique exclut le redoublement, comme phénomène affectant le processus éducatif.
- 2 La technologie éducative contribue dans une large mesure à l'accélération du processus éducatif et peut s'avérer un instrument très utile dans la mise en œuvre de politiques visant à réduire la durée des cycles d'enseignement.
- 3 Plus important, les ordinateurs et l'enseignement assisté par ordinateur permettent au système de dispenser une formation individuelle d'une qualité rarement atteinte par des enseignants et des professeurs séparément.

Un des objectifs centraux de l'utilisation des TIC dans l'éducation doit être d'éduquer les élèves analphabètes, ainsi que ceux qui demeurent hors de portée des systèmes éducatifs traditionnels. Une éducation à l'échelon national exige la mise en place d'un mécanisme de diffusion efficace, tel que le permettent les technologies modernes de l'information et du multimédia – radio, télévision, magnétoscope, téléphone, satellite, ordinateur et réseaux électroniques mondiaux.

Le prix des TIC baisse continuellement et ils sont aujourd'hui plus souples et plus durables. Avec l'apparition d'équipements fonctionnant à l'énergie solaire et éolienne, le réseau électrique n'est plus une nécessité absolue. Les technologies interactives offrent des possibilités considérables d'autonomisation des personnes à tous les niveaux de la société, leur permettant de se former elles-mêmes. La diffusion par les ondes peut atteindre des fermiers isolés ou des nomades au cœur des forêts tropicales et des déserts. La radio et la télévision offrent un produit standardisé, qui met un village pauvre dans une région reculée sur un pied d'égalité avec la banlieue d'une grande ville. Les médias peuvent être utilisés pour former des enseignants et des facilitateurs autant que des élèves. Leur utilisation peut être combinée avec le contact personnel direct grâce à un réseau de tuteurs ou de facilitateurs. La révolution du savoir implique qu'une part substantielle de la main d'œuvre « télétravaillera » d'une manière ou d'une autre en l'espace de quelques années. Il sera indispensable au système éducatif d'y préparer les élèves tant par le contenu des programmes scolaires que par l'utilisation de ces mêmes médias dans les salles de classe.

Un autre objectif du recours aux nouvelles technologies devient de plus en plus évident au fur et à mesure que l'économie évolue. Si l'éducation est réellement un droit reconnu tout au long de la vie, se prolongeant bien au-delà d'une période circonscrite aux premières années de l'existence, elle doit, de manière croissante, s'infiltrer dans les périodes de la vie consacrées au travail et à la retraite. Les gens changeant plus souvent d'emploi et ayant plus fréquemment besoin de se recycler, les périodes d'emploi devront être émaillées de périodes de remise à niveau et de formation, combinant l'acquisition de rudiments et des apprentissages plus approfondis – par « tranches » superposées. Cela produira des changements encore plus spectaculaires dans une société progressivement dominée par le télétravail. A cette fin, des expériences ont été réalisées à la recherche d'approches alternatives visant à soutenir la pression de la demande par le bas, et à libérer l'éducation de la domination d'un programme de formation imposé par le haut par les enseignants et l'administration. Deux autres facteurs plaident aussi en faveur de l'introduction des nouvelles technologies dans le processus éducatif. Le premier est l'explosion accélérée des connaissances, qui exerce une pression croissante sur les capacités d'apprentissage. Le deuxième est l'expansion des sociétés pluri-culturelles, dont les différents groupes expriment à l'égard des systèmes éducatifs des exigences conflictuelles.

Les systèmes éducatifs doivent être plus souples, pour que des personnes sans emploi puissent prétendre en retirer des bénéfices lorsqu'ils reçoivent une formation. La souplesse des nouvelles technologies permet à des personnes de tout âge d'acquérir des qualifications supplémentaires de toutes sortes, grâce à une gamme beaucoup plus variée de cours modulaires et de courte durée. Ceux-ci devraient comporter des mécanismes de consultation pour une adaptation permanente des contenus et des programmes éducatifs, et être organisés de façon à permettre une utilisation massive.

Une réserve toutefois : les pays les plus pauvres ne prennent pas part à la révolution des télécommunications – la fracture numérique entre les pays industrialisés et les pays en développement se creuse, au contraire. La majeure partie du monde n'a encore jamais profité des avantages que des communications à l'accès immédiat apportent en matière de progrès social et économique. Il est clair que de nouveaux fonds seront nécessaires pour aider les pays pauvres à construire les réseaux téléphoniques

indispensables à l'évolution du secteur des communications. Des partenariats entre les secteurs public et privé pourront sans doute ouvrir de nouvelles perspectives et générer les investissements nécessaires.

3. Pour une politique alternative de l'éducation

Au début de cet article, j'ai parlé de la dimension et de l'importance du complexe éducatif mondial. Je voudrais maintenant revenir au 1,5 milliard de personnes qui n'ont jamais été à l'école, ou qui sont redevenues analphabètes au fil des ans.

Je prévois personnellement que leur nombre va augmenter, même si nous parvenons à réaliser certains de nos objectifs à long terme. Ce sont ces personnes qui ont le plus besoin de l'éducation, et elles représentent aujourd'hui notre plus grand défi. Nous ne pouvons ignorer leur existence et leur situation dramatique. L'enjeu ici n'est pas seulement l'analphabétisme, pour important qu'il soit ; l'enjeu est *l'éducation pour une meilleure qualité de vie*.

L'éducation pour une meilleure qualité de la vie est un élément nouveau dans ce débat. Nous nous sommes toujours concentrés sur l'éducation formelle et ses problèmes. Nous nous sommes préoccupés d'alphabétisme, d'éducation tout au long de la vie, etc. Inutile de dire que ces préoccupations ne vont pas et ne devraient pas disparaître. Ce qu'il nous faut ici, c'est une approche entièrement nouvelle – c'est pourquoi j'emploie l'expression de « politique éducative alternative ».

Nous devrions commencer par mobiliser les gouvernements et l'opinion publique pour amener ces questions sur le devant de la scène. Puis, nous devrions étudier quel contenu devrait avoir l'éducation des analphabètes en vue d'une amélioration de la qualité de vie. On peut suggérer, entre autres, les contenus suivants : éducation nutritionnelle, éducation sanitaire, prévention du VIH/sida, éducation à la santé génésique, éducation contribuant à l'amélioration de la production agricole, qui tous ont pour but une meilleure qualité de la vie. Enfin, nous devrions consacrer de l'argent, du temps et des recherches à identifier les moyens les plus appropriés de dispenser la formation en fonction de chaque situation concrète. C'est là que les TIC joueront sans doute un rôle décisif, mais nous avons besoin, entre autres, de nouveaux types d'accès, des matériels adaptés et de nouvelles méthodes de communication des messages.

En résumé, je plaide en faveur de la mise en place de structures, de départements et d'administrations spécifiquement chargés d'éduquer ceux qui sont et ont toutes les chances de rester analphabètes, et, bien entendu, de ceux qui, pour différentes raisons, iront grossir ce groupe déjà considérable. Si notre engagement envers le concept de l'éducation pour tous est sincère, le temps est venu pour nous de nous consacrer à ce quart de l'humanité, qui constitue non seulement le segment le plus pauvre de la population mondiale, mais réunit aussi ceux dont le droit à l'éducation a été totalement bafoué.